



UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

FACULTE DE DROIT, D'ECONOMIE, DE GESTION ET DE SOCIOLOGIE

DEPARTEMENT ECONOMIE

TROISIEME CYCLE

**Mémoire pour l'obtention du
DIPLOME D'ETUDE SUPERIEURE SPECIALISEE
OPTION : Analyse et Politique Environnementales**



**Durabilité et pérennité financière de l'écotourisme
au sein d'un parc privé: cas de la réserve
RENIALA, Mangily Toliara**

Présenté par :

RAKOTONDRANDRIAMARO Rasoahenitsoa Faramalala

**Encadreur professionnel
RAKOTOMALAZA Pierre Jules,
Coordonnateur de recherches et
formation, programme Ala Maiky
Toliara, WWF Madagascar**

**Encadreur Scientifique
Professeur RAVELOMANANA
Mamy Raoul
Professeur de l'Université
d'Antananarivo**

Date de soutenance : 18 Août 2006

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

FACULTE DE DROIT, D'ECONOMIE, DE GESTION ET DE SOCIOLOGIE

DEPARTEMENT ECONOMIE

TROISIEME CYCLE

**Mémoire pour l'obtention du
DIPLOME D'ETUDE SUPERIEURE SPECIALISEE
OPTION : Analyse et Politique Environnementales**

**Durabilité et pérennité financière de l'écotourisme
au sein d'un parc privé: cas de la réserve
RENIALA, Mangily Toliara**

Présenté par :

RAKOTONDRANDRIAMARO Rasoahenitsoa Faramalala

Encadreur professionnel

**RAKOTOMALAZA Pierre Jules,
Coordonnateur de recherches et
formation, programme Ala Maiky
Toliara, WWF Madagascar**

Encadreur Scientifique

**Professeur RAVELOMANANA
Mamy Raoul
Professeur de l'Université
d'Antananarivo**

Année Universitaire : 2004 - 2005

REMERCIEMENTS

Avant toute chose, permettez-moi d'adresser tous mes remerciements à toutes les personnes qui, de près comme de loin, ont contribué à la réalisation du présent mémoire. Je leur suis reconnaissante de m'avoir consacré leur temps, leurs conseils, ainsi que leur aide.

Mes gratitudes à :

-Monsieur Hugues RAJAONSON, notre Directeur des Etudes.

-Monsieur Mamy Raoul RAVELOMANANA, mon encadreur scientifique et notre Directeur de Formation.

-Monsieur Pierre Jules RAKOTOMALAZA, Coordonnateur de recherches et formation programme Ala Maiky WWF Tuléar, mon encadreur professionnel.

-Monsieur Maurice ADIBA, Président de l'Association Privée Reniala, le cadre de notre étude.

-Madame Gertrude DAME, gérante de la Réserve Reniala Mangily Ifaty ; ainsi que tout le personnel de la réserve.

-Ainsi qu'à mes professeurs, au personnel administratif, à mes amis, à toute ma famille et surtout à mon mari.

RESUME ANALYTIQUE

Nom et prénom : RAKOTONDRANDRIAMARO Rasoahenitsoa Faramalala

Titre : Durabilité et pérennité financière de l'écotourisme au sein d'un parc privé : cas de la réserve Reniala, Mangily Toliara

Pagination : 30 pages

Résumé :

Une analyse des définitions du terme écotourisme fait sortir un besoin de durabilité de l'activité. Selon le programme Kiskeya Alternative Destination (KAD), un projet écotouristique est durable quand il n'altère pas son environnement, apporte des bénéfices directs à la population et intègre cette dernière dans le projet. Pour que le projet puisse réaliser pleinement ses objectifs, il doit atteindre la pérennité financière afin que son sort ainsi que ses priorités ne dépendent plus de l'extérieur.

La présente étude a été réalisée afin de déterminer dans quelle mesure une activité écotouristique est durable et financièrement pérenne et comment le programme KAD peut contribuer à la conservation. Nous avons choisi cette méthode du fait qu'elle semble considérer à la fois les points sociaux, économiques, et environnementaux. Par ailleurs, elle nous permet de situer le cas de la Réserve Reniala par rapport aux résultats des travaux sur terrain effectués par le programme. Cependant, nous avons choisi de mettre un peu plus d'accent sur le volet financier du fait qu'à notre avis, la méthode adoptée n'y accorde pas assez d'importance dans la fixation des indicateurs. Nous y avons par conséquent joint les indices de la pérennité financière des organismes à but non lucratif développés par The Nature Conservancy.

Les études ainsi effectuées nous ont permis de déterminer la situation de l'activité écotouristique au sein de Reniala. Pour la durabilité de l'activité, et selon les indicateurs pré-établis par le programme KAD, la réserve a encore des efforts à faire surtout sur le plan « impacts sur la population locale » et « touristes et visiteurs ». Son résultat global est nettement en dessous de la moyenne de 50%, l'activité ne serait donc pas durable. Ce qui peut s'expliquer par la pondération ainsi que les indicateurs fixés par la méthode adoptée. Sur le plan financier et économique, au terme de l'étude nous pouvons dire que la réserve est sur la bonne voie de la pérennité financière. Elle tient surtout son autofinancement à la force de son marketing ainsi qu'aux collaborations développées.

Mots clés : écotourisme, durabilité, pérennité financière, réserve Reniala, Kiskeya Alternative Destination, , The Nature Conservancy, marketing.

Encadreurs : Professeur Mamy Raoul RAVELOMANANA et Monsieur Pierre Jules RAKOTOMALAZA

Adresse de l'auteur : GI 84 Soamanandriny, Tananarive 103, téléphone : 032 02 703 89

ABREVIATIONS UTILISEES

ANGAP : Association Nationale pour la Gestion des Aires Protégées

DEAP : Droit d'entrée au Parc

DIREF : Direction Régionale des eaux et forêts

KAD : Kiskeya Alternative Destination

ONG : Organisme Non Gouvernemental

ORTU : Office Régional du Tourisme Tuléar

UICN : Union mondiale pour la nature

WWF : World Wide Fund

SOMMAIRE

Introduction	1
Définition de l'écotourisme	2
Impacts de l'écotourisme	2
Les potentialités touristiques de Toliara.....	3
La réserve Reniala et l'activité touristique.....	5
Chapitre I – Cadrage théorique de l'étude.....	8
A - Méthodologie adoptée par l'étude.....	8
B - La recherche d'efficacité et d'autofinancement comme justificative de l'étude	8
C - Justifications du choix de la réserve Reniala.....	9
D- Revue des concepts de base reflétant la durabilité et la pérennité : Développement durable, développement touristique durable, Projet Kiskeya Destination Alternative, Pérennité financière, activité marketing et Indicateur d'Efficacité de Gestion.....	10
.....	14
Chapitre II – Analyse de la durabilité et de la pérennité financière de l'écotourisme au sein de Reniala	19
E - Traitement du questionnaire du KAD.....	19
F - Les hypothèses de travail.....	19
G - Présentation des résultats (résultats et indicateurs : Cf annexIII).....	20
H - Analyse et interprétation des résultats.....	21
I - Améliorations à apporter.....	22
J - Pérennité financière de l'activité écotouristique au sein de Reniala	23
K - Besoins financiers à identifier au préalable.....	23
L - Importance de l'auto génération de revenus.....	23
M - Coûts de fonctionnement recouverts et absence de la comptabilité dans les décisions	25
.....	25
N - Résultat et interprétation des enquêtes.....	25
O - Accroissement du volume de la clientèle de Reniala	26
P - Analyse de la performance du parc : activité financièrement pérenne, durabilité à renforcer et vérification des hypothèses	27
Conclusion.....	28

Introduction

Devant les changements climatiques ainsi que les inondations et le phénomène de réchauffement de la planète, l'homme voue un intérêt croissant pour l'environnement. L'homme se préoccupe de plus en plus de la préservation de l'environnement pour ralentir ces phénomènes. Il est de plus en plus attiré vers les sites naturels dans l'allocation de ses temps libres, ici naît l'écotourisme

En réponse aux pressions exercées par l'homme sur la nature, les aires protégées ont commencé à se développer au cours du 19^e siècle. Depuis, la surface des aires protégées n'a cessé d'augmenter, et Madagascar a annoncé de tripler la sienne. Traditionnellement, ces aires étaient gérées par des autorités gouvernementales, mais les pressions financières sur les budgets des gouvernements ont fait nous nous attendons à ce que ces aires produisent une partie du financement nécessaire à leur gestion : 50% des DEAP pour les parcs gérés par l'ANGAP. Par ailleurs, nous notons que d'autres organisations, privées ou publiques, viennent s'impliquer dans la gestion de la conservation, comme tel est le cas de l'association Reniala. Ce que nous approfondirons dans la suite de l'étude.

Faisant référence au DSRP ou Document Stratégique pour la Réduction de la pauvreté, le tourisme figure parmi les cinq secteurs porteurs à développer, avec les Mines, la Pêche, l'Aquaculture, l'Industrie manufacturière tournée vers l'exportation, les autres industries manufacturières ainsi que les petites et microentreprises. D'après ce document, le développement du secteur tourisme et écotourisme doit protéger l'environnement naturel et sauvegarder l'identité culturelle du citoyen malgache. Par ailleurs, il y est cité que le tourisme constitue un levier du développement durable au profit direct de la population locale.

Pour être un levier du développement, le projet écotouristique doit être durable : sur le plan social, sur le plan biologique et sur le plan économique. Pour que l'activité écotouristique puisse durer, elle doit intégrer la population locale, préserver la biodiversité et être soutenue par un autofinancement pérenne afin de ne plus laisser son sort entre les mains des bailleurs

Par ailleurs, pour réussir sa mission de conservation, un parc doit être géré judicieusement. Dans ce cadre, l'UICN recommande d'évaluer l'efficacité de gestion d'une aire de conservation afin de garantir le maintien de sa valeur. Ceci se traduit par un suivi environnemental, socio-économique, et institutionnel des changements ayant eu lieu au niveau du site. Quand l'UICN recommande dans le cadre de la recommandation V.18 d'évaluer l'efficacité de gestion pour garantir la valeur des aires protégées, il convient d'évaluer les changements aussi bien dans l'aire protégée que dans l'environnement en général. C'est dans ce cadre que nous nous proposons de faire une évaluation de la durabilité de l'écotourisme dans cette étude. Nous pouvons dire que l'évaluation de la durabilité de l'activité touristique est un moyen d'évaluer l'efficacité de gestion d'un parc. L'évaluation de l'efficacité de gestion vise de ce fait à améliorer la transparence et la responsabilité en matière de gestion, à renforcer l'appui communautaire et à servir de base pour la planification et la répartition des ressources. Pour ce faire, nous mettrons plus d'accent sur le volet financier en observant de plus près

les conditions de pérennité financière de l'activité indispensables à la réussite de la mission de conservation de la biodiversité.

Dans ce mémoire, nous allons essayer de déterminer quand est-ce que nous pouvons qualifier un projet écotouristique de durable et financièrement pérenne.

Afin de mieux analyser la durabilité de l'écotourisme, seront développés successivement le concept d'écotourisme et le tourisme rencontré à Madagascar, celui à Toliara et enfin au sein de Reniala.

Définition de l'écotourisme

La première définition de l'écotourisme a été établie en 1990 par la société d'écotourisme : « il s'agit du voyage responsable dans des aires naturelles, qui préserve l'environnement et augmente le bien-être des populations locales ». Ceci pour dire qu'à la différence des autres formes de tourisme, tel que tourisme de la nature, l'écotourisme attache une grande importance à la communauté locale jouxtant l'aire à protéger. (cf annexe pour l'évolution de la définition de l'écotourisme)

De façon plus concise, Blamey (1997, 2001) avance qu'une analyse des définitions nous amène à considérer trois dimensions qui constituent l'essence même du concept d'écotourisme :

- un tourisme axé sur la nature
- une composante éducative
- un besoin de durabilité

L'écotourisme apparaît alors comme une stratégie pour gérer une aire protégée. Elle permet théoriquement d'intégrer la population locale dans la conservation. Son adhésion est une condition importante du succès de l'effort de conservation. Il est conçu de manière à avoir un impact minimum sur l'écosystème, à améliorer la situation économique de la population locale sans affecter sa culture. Il devrait faire participer tous les acteurs et être surveillé de manière à détecter les effets positifs et négatifs.

Il convient de noter que le degré d'importance accordé aux activités touristiques dépend de la priorité que leur attribue le directeur de l'aire. A ce moment, l'aire protégée reçoit une classification selon l'UICN. Préalablement, le directeur de l'aire devrait avoir une évaluation des ressources naturelles et culturelles de l'aire. Il identifiera les pressions, leurs origines et les menaces qu'elles représentent sur l'intégrité de l'aire.

Impacts de l'écotourisme

L'écotourisme est un moyen de générer du revenu à travers le droit d'admission ou d'usage, les concessions au secteur privé (snacks bars, restaurants, auberges, magasin de souvenir, location de canoës, guides), les donations. Il permet aussi de créer des emplois, de faire passer une éducation environnementale, de faire apprécier la nature ce qui fera accroître les efforts de conservation. Il devrait par ailleurs permettre de faire bénéficier la population locale de ses bienfaits.

L'écotourisme comporte cependant des risques. Il se pourrait que la communauté locale ait des attentes largement supérieures à ce que peut offrir le projet. Les visites, même pourraient avoir des

effets néfastes sur les ressources. D'un autre côté, le problème à trouver du financement pour la gestion et le maintien d'un parc, amène le gérant à viser une pérennité financière. Il se pourrait qu'il s'écarte alors de sa mission principale à savoir la conservation. En annexe, nous pouvons avoir un tableau résumant ces impacts potentiels.

Dans le présent travail seront déterminées les manières dont ces répercussions affectent ou peuvent affecter la durabilité de l'activité écotouristique et ce qui devrait être réalisé afin d'atteindre la pérennité financière de l'activité.

Tourisme à Madagascar

Selon les statistiques officielles, l'écotourisme constitue la principale attraction des touristes (55%) suivi du tourisme balnéaire (19%), du tourisme culturel (15%) et du tourisme aventure (8%)¹. Il convient de noter que la haute saison touristique s'étale de mai jusqu'en octobre.

Les aires protégées constituent une grande motivation pour la venue des touristes à Madagascar. Un exemple entrant dans ce cadre est le cas d'une enquête effectuée en 2003² dans notre zone d'étude où 96,5% des 57 touristes enquêtés déclarent avoir visité une aire protégée avant d'atteindre Ifaty Mangily.

Il est à remarquer que la mise en place des aires protégées a permis de réduire à raison de 5 fois au moins le niveau de défrichement par rapport aux sites hors aires protégées³. En principe, elles devraient permettre aux visiteurs de contribuer à la préservation et à la conservation de la biodiversité et à la population locale de mieux gérer les ressources locales.

Les potentialités touristiques de Toliara

Selon les statistiques officielles, publiées par le Ministère de la Culture et du Tourisme, plus de 38% des touristes en visite à Madagascar (par rapport aux 280 000 touristes en 2005) préfèrent le Sud comme destination, ce qui fait qu'environ plus de 100.000 touristes séjournent dans cette partie du pays. Pour illustrer cette position, il est à noter que tous les professionnels du secteur proposent le circuit SUD à leur clientèle.

Cet attrait pour le Sud s'explique par la richesse du voyage le long de la Route Nationale 7 ainsi que par le bon état de cette dernière. L'axe Sud a beaucoup à offrir à ses visiteurs.

Toliara offre aux touristes son littoral propice pour les joies de la mer (farniente, plongée sous-marine, pêche au gros, ...) grâce à son climat sec et chaud, mais aussi grâce aux barrières de récifs qui la protègent. A l'intérieur des terres, de nombreux sites à vocations écotouristiques sont

¹ Statistiques officielles du Ministère du Tourisme en 2000

² mémoire de DESS en DLGP, « analyse socio-économique des potentiels écotouristiques de la forêt des Mikea », Faliarimino Rakotomanana, p.41

³Jean Carret et Denis Loyer en 2003, Comment financer durablement le réseau d'aires protégées terrestres à Madagascar ? Apport de l'analyse économique.

également proposés aux touristes. L'autre atout réside au soleil permanent dans la région par rapport au temps pluvieux observé dans les autres zones.

Au sud, on peut citer :

- l'arboretum d'Antsokay et ses sentiers botaniques,
- les grottes de Sarodrano,
- la baie de Saint Augustin,
- la région des 7 lacs;
- Anakao, petit village de pêcheurs Vezo, l'un des sites balnéaires les plus connus avec ses belles plages de sable fin, son lagon qui est un véritable aquarium ; en face de celui-ci, Nosy Ve, petit îlot où on peut observer la paille – en – queue rouge, également lieu de culte pour la population locale ;
- le parc national de Tsimanampesotsa, avec son grand lac où nichent de nombreux oiseaux (dont notamment les flamants roses), avec à proximité des monuments funéraires Mahafaly.

Au nord, on peut relever :

- Ifaty, haut lieu du tourisme balnéaire;
- la forêt des Mikea, abritant de nombreuses espèces faunistiques et floristiques endémiques;
- le parc privé Reniala;**
- la région de Salary, bien que disposant de richesses balnéaires plus importantes qu'Ifaty, n'est pas pleinement exploitée de par ses conditions d'accès (éloignement, et état déplorable de la piste) ;
- la région d'Andavadoaka, au Nord de la forêt des Mikea, pour ses plages également.

La région a par ailleurs su garder ses spécificités culturelles. On peut ainsi citer :

- la lutte traditionnelle Tandroy (ou « ringa »), qui est organisée tous les dimanches à Betania, la manifestation est animée par des musiciens et danseurs traditionnels;
- parmi les danses traditionnelles, on peut citer le tsapiky, le golike, le kininike, ... quant aux chants, le beko, le kolondoy, le soronoike figurent parmi ceux pratiqués dans la région;
- le fitampoha (ou bain de reliques), qui se déroule tous les 5 ans, et qui se tient à Benetse pour les Masikoro, et à Saint Augustin pour les Vezo d'Anantsono et ses environs;
- le savatse (ou circoncision collective), qui se déroule de Septembre à décembre et dure 4 jours : le plus célèbre est celui des Vezo d'Anketrake.

Côté établissements d'accueil, Toliara et ses environs immédiats disposent actuellement de 80 hôtels, totalisant 1003 chambres, et 17 établissements de restauration.

La réserve Reniala et l'activité touristique

Dans une étude réalisée en 2003⁴, les touristes enquêtés chez Reniala et à Mangily Ifaty sont attirés à 91,22% par les paysages, à 87,71% par la diversité biologique, à 82,45% par la culture autochtone, et à 63,15% par les belles plages. Dans le contrôle de l'activité marketing effectué par Reniala, nous verrons la manière dont les visiteurs de Reniala ont fait la connaissance du parc, et ce grâce à une enquête de satisfaction réalisée par Reniala en 2004.

Pour ce qui est du « Sentier botanique et réserve ornithologique Reniala », il faut noter qu'il est géré par l'association Reniala, qui est une association privée à but non lucratif. Cette association « a pris naissance suite à la constatation d'une tendance à la désertification de la Grande île »⁵. Elle gère une superficie de 45 hectares, dans la forêt de Baobabs du Sud-Ouest de Madagascar à la sortie du village de Mangily dans la commune de Belalanda à 27 km de Toliara. Elle a en son sein les plus grands baobabs du village.

Le parc a été ouvert au public en 2000 bien que les démarches d'acquisition aient débuté depuis 1997. Il propose 3 types de circuits : un grand, un petit, ainsi qu'un circuit spécial pour les observateurs d'oiseaux (ou ornithologues). La visite est toujours guidée. Et selon le personnel, 10 à 15% des touristes visitant le parc sont des touristes sac à dos, ce qui laisse une grande partie de touristes qui peuvent dépenser beaucoup plus durant leur séjour. L'aire protégée est gérée principalement à des fins de conservation mais des chercheurs ainsi que des étudiants viennent y effectuer des études ainsi que des recherches.

Cette zone présente une étonnante richesse floristique (au sein de cette forêt sèche) et faunistique exceptionnelles avec plus de 2000 espèces végétales endémiques s'adaptant remarquablement au climat sec. On y trouve de nombreux oiseaux endémiques dont l'Uratelornis chimaera (ground roller ou tolohoranto) et le Monias benschi. Notons que Madagascar est particulièrement riche en oiseaux. Ces 2 espèces sont endémiques à la région et font la joie des ornithologues dont certains se sont déplacés à Madagascar juste pour les voir. On y trouve aussi des microcèbes, mais étant donné qu'ils sont nocturnes, il est difficile de les apprécier. De plus, le circuit nocturne n'est pas proposé.

Ses objectifs de gestion rejoignent la classification IV de l'UICN. (*cf annexe II*). L'association a pour but « le maintien et le développement d'une zone botanique, d'un arboretum et d'une réserve ornithologique au sein de la forêt sèche de Mangily », de « lutter contre une déforestation programmée » et ainsi de « permettre le développement économique du village par des emplois créés au maintien de la zone botanique » (*cf annexe II* : Association Reniala loi 1901 Sous-préfecture de Vienne n° 5945). Par ailleurs, l'association participe aussi à des activités d'éducation

⁴ mémoire de DESS en DLGP, « analyse socio-économique des potentiels écotouristiques de la forêt des Mikea », Faliarimino Rakotomanana, p.41

⁵Propos du promoteur

environnementale par la mise en valeur de la biodiversité et offre 10% du DEAP à quiconque lui amenant un ou des visiteur(s). Notons qu'elle est en phase d'acquérir le statut d'Aire Protégée Volontaire Agréée pour être intégrée dans le Système d'Aires Protégées Malagasy.

La population de Mangily quant à elle, est principalement constituée d'immigrants, venus attirés par le développement du tourisme sur la zone.

Comme l'implication et la considération de la population locale comptent pour beaucoup dans l'obtention du permis environnemental ainsi que pour le bon déroulement de l'activité, l'Association a procédé à une consultation publique. Cette dernière regroupait les autorités locales, la population locale ainsi que des personnes notables. Dans ce cadre, la réserve Reniala a fourni des matériels à la construction d'une nouvelle salle de classe de l'école publique locale, a construit de puits d'eau potable, a réalisé de « joro » à l'ouverture de la réserve, 10% des recettes sont versés aux guides locaux amenant des visiteurs à Reniala, et elle appuie la Gelose de Mangily dans leur projet de reboisement par dotation de plants. L'association a accepté qu'elle ne procèdera pas à une extension du parc. De son côté, la commune de Belalanda se charge d'informer la population de l'interdiction de l'introduction de zébus et de chèvres dans la réserve. A l'issue de cette entente, Reniala est en droit de réclamer une amende par chèvre et par zébu pour les divagations de bétail dans le parc, ce en compensation des dommages causés.

Nous pouvons subdiviser la saison touristique en 4 périodes au sein de Reniala:

-de janvier à avril est une basse saison, à cause de la pluie

-de mai à août, les touristes sont surtout des vacanciers, des étudiants, des stagiaires et des simples touristes

La période de janvier à août correspond à la migration des oiseaux.

-de septembre à novembre viennent les ornithologues et les botanistes. Les simples touristes se font alors plus rares

-au mois de décembre on a surtout les touristes du troisième âge

La période de pointe se situe surtout entre juillet et août.

Au moment de l'étude, Reniala emploie en son sein 11 personnes dont deux employés de maison, deux guides, un jardinier, un apiculteur, un responsable graine, un gardien, un responsable d'accueil et une responsable environnementale.

Il faut remarquer que le jardinier, l'apiculteur, le responsable graine, ainsi que les gardiens deviennent guide en haute saison. Pour ce qui est de la surveillance ainsi que du contrôle du parc, les deux gardiens font des tours de contrôle très tôt le matin et tard dans la soirée. Tout le personnel, résidant sur les lieux est attentif à la protection du parc.

Les guides de Reniala ont été formés par des bénévoles et par le Président de l'Association lui-même. Ils se doivent d'être compétents, de satisfaire l'attente des scientifiques et des simples visiteurs. Ils doivent connaître l'endémicité du parc, l'utilité des plantes dans la coutume malgache, la phénologie ... Les guides doivent tout savoir sur le sujet.

Ces guides se forment aussi entre eux, à partir de livres que le promoteur leur a dotés. Certains se renseignent auprès des anciens pour savoir les vertus. Ils font pareil que ce soit pour les noms des espèces localisées dans le parc ou pour l'apprentissage de la langue anglaise et française. Toutefois, ces guides souhaitent recevoir une formation plus poussée ou plus de livres et de son côté le Président de l'Association projette de leur fournir une formation en langue à l'Alliance française.

Le parc affiche le droit d'entrée mais pas leur destination. Le guidage est compris dans le droit quoi que ce ne soit pas mentionné. On escompte aux visiteurs de donner une gratification aux guides. Sur ce point, des écotouristes américains interviewés ont suggéré d'afficher les prix d'entrée et tarif de guidage tout en y mettant du professionnalisme. Ils souhaitent qu'une bonne partie aille à la population locale afin de l'aider à sortir de la pauvreté et ainsi contribuera à la conservation et la préservation du capital nature. Cette somme à payer (DEAP + Guidage) leur importait peu, mais par contre ils veulent du professionnalisme. « Madagascar est déjà une destination assez chère, on s'est préparé à payer, arrivés sur place » (*cf. annexe III*)

Pour les activités annexes, Reniala fait de l'apiculture sur une quinzaine de ruches et vend du miel sauvage aux touristes (*cf annexe cartes et images*). L'association produit également des t-shirts, cartes postales et colliers à partir de graines prélevées sur place.

Cadrage de l'étude

La présente étude essaiera de résoudre le problème suivant : Dans quelle mesure l'activité écotouristique est durable et financièrement pérenne ?

Afin de mieux cerner la problématique, nous mènerons notre étude en deux étapes. En premier lieu, il nous faudra voir les divers concepts autour de la durabilité ainsi que de la pérennité financière d'une activité écotouristique.

Dans la seconde partie, nous nous attacherons surtout à appliquer les théories, vues dans la première partie, au cas de Reniala. C'est alors que nous vérifierons les hypothèses de départ et effectuerons notre analyse.

Chapitre I – Cadrage théorique de l'étude

Dans cette partie, nous allons développer la méthodologie adoptée et la revue des théories jugées liées à l'étude. Dans ce qui va suivre, nous opterons pour l'écotourisme comme stratégie de gestion de la conservation.

A - Méthodologie adoptée par l'étude

L'étude a visé à identifier et à appliquer les critères de durabilité et de pérennité financière d'un projet touristique.

Pour une durabilité de l'activité, il est nécessaire d'intégrer la population locale et de responsabiliser le gestionnaire de parc pour la conservation. Ce fait nous amène à analyser les critères de durabilité d'un projet touristique. Ces critères sont rattachés à l'institution qui gère la conservation et sa politique d'action, à l'environnement, aux impacts des activités et politiques envers la population locale et les touristes visiteurs.

Afin que l'activité atteigne la pérennité financière, pour que sa survie ne dépende plus de l'extérieur, il convient de mettre en place un plan marketing et d'établir un plan de communication adapté aussi bien aux besoins de l'Aire Protégée qu'au marché. Dans cette étude, on identifiera surtout les critères pré-établis pour atteindre une pérennité financière avant de les appliquer à notre cas. On y déterminera des indicateurs permettant d'apprécier la situation financière de l'institution.

Après avoir situé les objectifs de l'étude, des collectes de données ont été réalisées : recherche documentaire, recueil des données statistiques et résultats des enquêtes disponibles, entretiens avec des personnes ressources.

Une fois les données collectées, leur analyse ainsi que leur traitement a permis d'avoir les conclusions de l'étude et de vérifier les hypothèses fixées au départ.

B - La recherche d'efficacité et d'autofinancement comme justificative de l'étude

La vision Durban est fort louable certes, mais le coût de gestion d'un parc national reste élevé. Le fait est qu'il est de plus en plus difficile de trouver un financement auprès des bailleurs, surtout lorsqu'il s'agit d'un financement pour la gestion d'un parc. Aussi, il paraît clair que le défi pour chaque gestionnaire de parc est d'assurer la bonne marche de l'activité gérée tout en veillant à la conservation sans exclure la population locale.

Bien que la « fondation pour la biodiversité et les aires protégées » soit en création, le fait qu'une aire protégée atteigne la pérennité financière semble être la meilleure solution à la pérennisation de l'activité. Rappelons que l'objectif de cette fondation est d'assurer un financement durable des aires protégées, de ne plus laisser la vie d'une aire protégée entre les mains des bailleurs et de gérer durablement les fonds. A cette pérennité financière devra être associée la durabilité de l'activité.

De ce contexte et afin de contribuer au développement de l'écotourisme à Madagascar, la présente étude a pris naissance.

C - Justifications du choix de la réserve Reniala

Nous avons choisi d'opter pour Reniala du fait qu'elle est une réserve privée. En outre, le marché cible de Reniala se compose des touristes en visite dans le Sud de Madagascar, les visiteurs des salons, les touristes attirés à travers le site web, ainsi que les touristes venus sur recommandation des visiteurs.

La stratégie marketing ainsi que le plan de communication ont pour finalité la pérennité de l'activité. Cette finalité inclura pérennité financière et pérennité sociale.

Dans la stratégie marketing, on cherche en premier lieu à promouvoir la différence entre Reniala et ses concurrents les plus proches. Pour ce faire, Reniala vise à augmenter le taux de fréquentation des circuits par les tours opérateurs, les éducteurs (*cf annexe II*) ainsi par les touristes. Les membres de l'Association rendent régulièrement visite aux partenaires. Ils sont en contact direct et par internet avec les Tour Opérateurs tels que Kuoni, Nouvelles Frontières, Jet tour ... Reniala dispose d'un site web et d'une adresse e-mail qui le permet d'être en contact avec ses actuels et futurs clients.

Il faut noter que pour promouvoir le parc, le promoteur, résidant en France, n'hésite pas à parler de Reniala dès que possible dans les différentes rencontres ou voyages. Il fait connaître ses actions de sensibilisation par des rencontres animés par le Président lui-même auprès de collégiens français. Un reportage sur le parc passé sur France 5 a eu lieu aussi, pour montrer les réalisations en terme de sensibilisation de Reniala.

Sur les lieux, à Madagascar, le parc fortifie son image à travers les foires (stand aux journées mondiales du tourisme) et en développant des activités connexes à sa mission principale ; à savoir la conservation et le développement économique du village de Mangily. Pour ce faire, le promoteur pourrait développer l'apiculture déjà pratiquée en innovant par exemple le design du conditionnement. Par ailleurs, d'autres initiatives génératrices de revenu comme installer une aire de restauration où il servira un peu de rafraîchissement, de la nourriture (telle la figue de barbarie) et de la cuisine locale (du moins de la cuisine malgache) pourraient être envisagées. Le parc pourrait aussi proposer des circuits allant au Nord vers Manombo, comme à Salary, pour ses visiteurs. Les touristes sont toujours ravis de faire un peu de balnéaire, et sur ce plan, Salary semblerait être un meilleur site balnéaire que Ifaty-Mangily. Les touristes pourraient aussi voir les rizières d'Ankililoaka après les épines de Ifaty-Mangily.

Pour le cas de Reniala, on peut dire que ce parc a su mettre en valeur ses atouts en se qualifiant de « réserve ornithologique et sentier botanique ». Pour la gestion du plan marketing, il dispose d'un site web bien à lui avec une adresse permettant de communiquer avec le parc. Par ailleurs, étant membre de l'Office Régionale du tourisme de Toliara, le parc dispose de certains

avantages tels que les éductours. Un autre point fort de Reniala est le nombre de baobabs et de pachypodium que le parc concentre sur son domaine. Son logotype est original et le représente fort bien.

Financièrement, il faut noter que ce parc ne bénéficie d'aucune aide institutionnelle. L'association « ne recherche pas de profit mais l'équilibre financier »(Mr Adiba, le promoteur). Son point fort, selon toujours le promoteur, est la grande volonté de mettre à la disposition des touristes des guides performants.

Afin de satisfaire au mieux sa clientèle ainsi que de voir si les actions marketing menées ont donné leur fruit, la gérance de l'Association Reniala a procédé à une enquête de satisfaction auprès de ses visiteurs. Notons que la gérance tient compte de l'opinion des visiteurs dans la mesure où cette dernière ne va pas à l'encontre du respect du cahier de charge environnemental.

D- Revue des concepts de base reflétant la durabilité et la pérennité : Développement durable, développement touristique durable, Projet Kiskeya Destination Alternative, Pérennité financière, activité marketing et Indicateur d'Efficacité de Gestion

D – 1 - Développement durable

Le rapport Bruntland définit le développement durable comme "...un processus de changement par lequel l'exploitation des ressources, l'orientation des investissements, des changements techniques et institutionnels se trouvent en harmonie et renforcent le potentiel actuel et futur de satisfaction des besoins des hommes."⁶

Il est désormais couramment admis qu'un développement " durable " ou " soutenable " doit reposer sur trois piliers : économique, environnemental et social

D – 2 - Développement touristique durable

D'après la fédération Europarc, « On entend par développement touristique durable, toute forme de développement, aménagement ou activité touristique qui respecte et préserve à long terme les ressources naturelles, culturelles et sociales et contribue de manière positive et équitable au développement économique et à l'épanouissement des individus qui vivent, travaillent ou séjournent sur ces espaces. »⁷ Ceci implique une interdépendance entre quatre acteurs, à savoir : l'institution, l'environnement, la population locale et les visiteurs.

Afin d'évaluer cette durabilité, des critères d'évaluation sont à identifier. Ces critères permettront de déterminer si le mode de planification du tourisme ainsi que les activités touristiques

⁶ La publication du rapport de la Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement - WCED- "Notre avenir à tous" (dit "rapport Bruntland") en 1987

⁷ Communication « écotourisme dans les aires protégées », Andorre le 18/07/02, p.8 -10 -

soutiennent les efforts de conservation. Le programme KAD répond à cette attente. Il définit pour chaque acteur des variables à évaluer, relativement à la durabilité du projet touristique. Des indicateurs sont par la suite définis pour chaque variable sous forme de questions. (*cf annexe III : questionnaire durabilité*).

En prenant comme exemple l'acteur « institution et sa politique d'action », il lui a été attribué 5 (cinq) variables, à savoir : l'implication de l'institution dans une stratégie de développement local intégral, le degré de transparence, la conscience et la connaissance des normes et lois, le degré d'institutionnalisation, la durabilité économique et la satisfaction du client. Pour la première variable ont été par la suite établis 8 (huit) indicateurs donc 8 (huit) questions. Un exemple d'indicateur est la question sur l'utilisation d'une majorité de produits locaux.

D – 3 - Présentation du projet Kiskeya Alternative Destination (KAD)

Dans le présent travail, nous évaluerons la durabilité de l'écotourisme par une méthode élaborée au terme d'un programme de recherche sur la certification du tourisme durable. Kiskeya Destination Alternative est en effet un projet pilote (et de recherche) ayant pour objectif le développement d'outils et de réseaux en appui aux initiatives de tourisme durable en Haïti et en République dominicaine.

Nous avons opté pour cette méthode du fait qu'elle nous semble considérer les éléments d'une durabilité, à savoir la politique de l'institution qui gère l'aire protégée, le niveau d'intégration de la population locale, les impacts de la politique sur la population (financièrement et humainement), l'évolution de l'environnement (naturel, culturel, social et humain), et les touristes visiteurs. De plus elle intègre le caractère économique dans ses variables. (*cf annexe III : questionnaire d'identification de la durabilité*)

Ce programme a pour objectifs de :

- disposer d'un outil permettant d'identifier les projets répondant à des critères minimaux en terme d'impacts sociaux, environnementaux, et culturels et pouvant ainsi bénéficier directement du programme KAD,
- lancer par la suite un processus de collaboration avec les autres institutions pour l'établissement d'un « label durabilité touristique » (indispensable pour la promotion du programme KAD, et permettant une différenciation du « produit »),
- disposer d'un outil permettant un suivi permanent des partenaires (durabilité, impacts, et qualité de service fournie).

Un premier outil a été élaboré entre juin et juillet 1999. Il s'agit du « Questionnaire d'identification de Durabilité Touristique »(V.1). L'élaboration de ce questionnaire s'est fait sur la base de recherches bibliographiques, d'échanges avec des professionnels et d'expériences de terrain de

deux chercheurs : Yacine Khelladi et Myriam Botto. Sur 5 jours, ce questionnaire a ensuite été mis à l'épreuve auprès de 4 institutions, à savoir : 2 ONGs, 1 Association communautaire et 1 privé. Ces premiers résultats nous serviront de référence par rapport à l'évaluation que nous effectuerons dans le présent travail.

Le Questionnaire d'Identification de Durabilité Touristique (V.1) et les indicateurs selon le KAD

Dans le cadre de cet outil, un projet touristique sera considéré comme durable si ⁸:

- il respecte et met en valeur l'environnement naturel, culturel, humain et social dans lequel il a lieu,
- il apporte des bénéfices financiers directs significatifs et/ou des ressources pour le développement de la communauté,
- il encourage la participation locale dans le projet ou promeut un processus participatif de la communauté dans le processus de leur propre développement humain,
- et il intègre les outils d'évaluation et de suivi permanent, pour assurer ce qui précède.

Le questionnaire se subdivise en quatre parties. En effet, le concept « tourisme durable » implique l'interdépendance de 4 acteurs ou secteurs, à savoir : l'institution et sa politique d'action, l'environnement naturel, la population en tant que réceptrice et actrice des actions liées au développement du tourisme, et les visiteurs qui sont en interaction permanente avec ces trois éléments. Pour être soutenable, le tourisme doit être intégré dans le développement personnel, l'apprentissage, les échanges inter-culturels, et à terme il favorisera un développement intégral local et national.

A chaque secteur correspond une série de variables définissant les critères de durabilité du tourisme. Ensuite, à chaque variable correspondent des indicateurs définis sous forme de questions. Les questions posées ne nécessitent pas de réponses complexes mais de type: OUI, NON, NC(Non concerné). Elles demanderont des réponses immédiates et ne nécessiteront pas de recherche supplémentaire.

Bien que le programme KAD recommande que les questions soient posées directement par l'interviewer à un personnel responsable du projet, ceci n'a pas pu se réaliser dans notre cas. Nous avons plutôt envoyé le questionnaire par courrier électronique au président de l'association en faisant abstraction des pondérations des indicateurs/questions. A ceci nous avons joint l'interview avec le président du Fokontany de Mangily ainsi que notre propre observation.

Afin d'éliminer le caractère subjectif de l'enquête, une pondération et une notation seront effectuées. Les indicateurs seront pondérés sur une échelle de 1 à 3, où 3 sera meilleure que 1. La pondération s'effectuera selon ⁹:

- l'importance à priori des indicateurs pour chaque variable

⁸ in Méthodologie et premiers résultats sur terrain du Questionnaire d'identification de la durabilité touristique (V1), prog. KAD, 1999

⁹ in Méthodologie et premiers résultats sur terrain du Questionnaire d'identification de la durabilité touristique (V1), prog. KAD, 1999

- l'importance relative des questions ayant trait au même aspect
- un objectif de gratification pour les efforts supplémentaires entrepris pour correspondre positivement à l'indicateur
- le niveau de pénalisation de l'institution en cas de non-adhésion à l'indicateur
- la pénalisation de l'institution sur des standards ou efforts minimums non accomplis par l'institution, en relation avec le résultat total obtenu.

Si la réponse est NC, la notation finale ne tiendra pas compte de l'indicateur/question. On obtiendra alors une notation en pourcentage pour chaque variable, et chacune d'elles à un poids relatif dans la notation finale.

D – 4 - Pérennité financière

Un site de conservation a deux impératifs pour le bon déroulement de son activité : préservation de la biodiversité et réponse à l'attente sociale. Du Plan de Gestion Environnemental découle un troisième impératif qui vient s'ajouter aux deux précédentes est la pérennité financière de l'activité.

La pérennité financière d'une organisation à but non lucratif est « sa capacité à obtenir des revenus en réponse à une demande, afin de maintenir des activités productives à un taux de productivité constant ou croissant, dans le but de produire des résultats et d'obtenir un surplus »¹⁰. Cette pérennité financière est incluse dans les critères économiques de la durabilité de l'activité écotouristique.

Ce que les organisations à but non lucratif ne peuvent pas faire c'est dépenser de l'argent pour des activités qui ne sont pas liées à leur mission ou de distribuer leurs profits à des fins personnels. « Générer un surplus n'est pas interdit, c'est même un devoir ».¹¹

Dans ce cadre, le secteur privé offre le modèle le plus réussi, ce qui nous a orienté à prendre le cas de la réserve Reniala qui est gérée par une association privée, bien qu'elle œuvre à but non lucratif. Alors que beaucoup d'organisations alignent leur vision à celle des donateurs, ce n'est point le cas de Reniala.

Dans ce qui suit, nous allons voir les piliers de la pérennité financière dans le but d'établir la situation de la réserve Reniala.

Les piliers de la pérennité financière

La pérennité financière repose sur :

- la planification stratégique et financière qui permet à l'organisation de rester sur sa mission principale. La planification stratégique définit ses objectifs, sa mission et ses priorités ainsi que les actions à entreprendre pour les accomplir. Une planification financière sera par la suite effectuée pour

¹⁰ tiré de : « les quatre piliers de la pérennité financière », Patricia Léon, 2001 the nature conservancy, Arlington, Virginie, USA, p.11

¹¹ tiré de : « les quatre piliers de la pérennité financière », Patricia Léon, 2001 the nature conservancy, Arlington, Virginie, USA, p.13

convertir ces actions en chiffre. Cette dernière consiste à faire une projection des dépenses, et de la capacité à générer des revenus pour couvrir les dépenses.

-la diversification des sources de revenus pour que l'organisation ne dépende pas d'un donateur. Ceci peut se faire par la création de revenus au sein même de l'organisation, mais aussi le nombre de sources de revenus qui constituent la majorité de sa source de financement.

- une administration et des finances saines pour faciliter les suivis. Les procédures de comptabilité et d'administration doivent permettre de visualiser l'organisation dans sa totalité.

- et générer soi-même ses propres revenus qui est un autre moyen de diversifier ses sources de revenu.

Pour la diversification des sources de revenus, il est suggéré dans l'ouvrage intitulé « les quatre piliers de la pérennité financière » de ¹²:

-verser des cotisations dans un compte bancaire séparé ouvert par l'organisation dans le but d'obtenir de l'intérêt et que l'organisation s'engage à ne pas toucher,

-collecter des fonds auprès d'individus, de grandes compagnies ou d'organismes pour renforcer la capacité institutionnelle ou opérationnelle (mise en œuvre d'un projet générateur de revenu, construction d'infrastructures, contribution à usage non restreint qui est généralement allouée dans la phase de démarrage du projet),

-générer des revenus grâce aux donations publiques c'est-à-dire de la grande masse populaire (entreprises ou individus)

-générer des revenus grâce à la vente de biens et services (articles affichant le logotype de l'organisation, vente directe ou dans des points de vente)

-générer des revenus à travers la création d'une entreprise ayant un mission spécifique et où l'organisation est partenaire à part entière ou partielle ; il faudra alors localiser un créneau. Ceci implique que les bénéfices revenant à l'organisation seront alloués à ses activités et investissements.

-générer des revenus par le biais de partenariat avec les grandes entreprises.

Indices de la pérennité financière

Avec sa capacité à collecter de fonds, l'organisation pourra réaliser les objectifs qu'elle s'est fixés. Des indices développés par The Nature Conservancy permettent de mesurer le développement dans le domaine du développement institutionnel.

-Indice de la vision et de la gestion stratégique, supposant **l'établissement d'un plan financier sur trois à cinq ans**, un conseil d'administration assurant la stabilité financière et institutionnelle à long terme, et établissement d'un plan pour la pérennité financière. (Identification des besoins financiers et réalisation des objectifs administratifs)

¹²tiré de : « les quatre piliers de la pérennité financière », Patricia Léon, 2001 the nature conservancy, Arlington, Virginie, USA

-Indice de la **capacité à générer des revenus**, comprenant un plan pour la collecte de fonds et le développement, la création de revenus à usages non restreints et la diversification des sources de revenus.

- Indices de la **capacité financière administrative** intégrant les taux de recouvrement des coûts de fonctionnement, les systèmes de comptabilité sont utilisés dans les prises de décision ; la comptabilité est basée sur les déboursements ; les bilans d'organisations sont préparés et circulés ; les audits internes et externes sont effectués périodiquement et toutes les recommandations sont appliquées; les cash-flows sont calculés et analysés, en principe il ne devrait pas y avoir de solde négatif du fait que les recettes annuelles seront égales ou supérieures aux dépenses.

D – 5 - L'activité marketing

L'activité marketing est un moyen mis en œuvre pour atteindre les objectifs fixés par une organisation. Pour une entreprise privée, l'objectif poursuivi est généralement le profit qui résulte de la satisfaction de la clientèle. Pour une association ou une administration, cela peut être l'intérêt général ou le service public. Quand le Plan d'action environnemental de Madagascar annonce clairement que : « L'approche des parcs nationaux de Madagascar serait de gérer le Réseau national des Aires Protégées en s'inspirant des pratiques d'une entreprise privée, tout en évitant de mettre en péril sa mission, et son rôle dans le maintien d'un héritage national précieux », ceci peut être traduit par durabilité et pérennité financière de l'Aire Protégée. D'après « Kötler et Dubois » dans « marketing management », « en général, le marketing a pour tâche *de créer, de promouvoir et de livrer des biens et services aux consommateurs et aux entreprises* ».

L'action marketing est nécessaire pour atteindre les niches de marché telles que la publication de catalogues, la participation à des foires, la publicité. Le développement d'activités touristiques est aussi suggéré pour capter une partie significative des revenus touristiques. L'utilisation des applications Web/Internet pour la promotion et marketing d'offre est utile pour établir le contact direct entre les différents acteurs. L'organisation doit personnaliser sa production donc son offre et offrir une information complète exhaustive et profonde. Le niveau de clientèle attiré dépend de cette action.

Il est possible de faire une promotion marketing sur Internet, de faire du commerce électronique et de développer un réseau coopératif comme créer des canaux de communication et d'interaction avec des institutions de recherche.

Tout ceci sera effectué sans perdre de vue la mission principale de l'organisation qui est la conservation.

Contrôle des activités marketing

Un plan marketing devrait toujours intégrer ces huit rubriques, à savoir :

-Un résumé managérial et une table des matières pour synthétiser les principales recommandations

- Une analyse de la situation marketing pour résumer les données essentielles relatives au macro-environnement (toutes les forces démographiques, économiques, physiques, technologiques, politico-religieux et socioculturelles qui ont une incidence sur le marché), à la demande, aux produits, à la concurrence et aux intermédiaires.
- Une analyse attraits/atouts, dégagant les principales opportunités et menaces, forces et faiblesses, et axes de réflexion à prendre en considération dans le plan
- Les objectifs pour spécifier les buts que l'entreprise se propose d'atteindre en terme de volume d'affaires, de part de marché et de profit. (pour l'écotourisme au niveau d'une réserve, par exemple, les buts seront exprimés en terme de nombre de touristes visés, en terme de conservation)
- La stratégie marketing, identifie les choix fondamentaux faits dans le domaine du marketing pour atteindre les objectifs visés. Pour le cas de Reniala outre le nombre de touristes visés, cette réserve a aussi pour but le maintien et le développement d'une zone botanique, de lutter contre une déforestation programmée et permettre le développement économique du village.
- Les plans d'actions pour indiquer ce qui sera fait par qui et avec quels moyens et budget
- Les comptes de résultat prévisionnel pour établir une prévision quantifiée et financière des résultats attendus
- Les systèmes de contrôle pour préciser le mode de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre du plan.

Le plan marketing doit être contrôlé afin de déterminer s'il permet de réaliser les objectifs visés, comme atteindre certaines niches de marché. L'ouvrage de Kötler et Dubois nous propose 4 (quatre) types de contrôle marketing.

- le contrôle du plan annuel visant à vérifier la bonne réalisation des objectifs et identifier le cas échéant les actions correctives nécessaires,
- le contrôle de rentabilité consistant à mesurer la rentabilité effective des produits, marchés, secteurs et circuits de distribution,
- le contrôle de productivité évaluant et améliorant l'impact des différents moyens et efforts commerciaux,
- le contrôle stratégique, fournissant l'occasion de réévaluer l'adéquation globale de l'entreprise à son environnement commercial et à ses opportunités. Ce contrôle a pour objet de déterminer si l'entreprise saisit les opportunités en matière de marchés, produits, et de circuits de distribution.

Après avoir déterminé les différents paramètres pouvant affecter la durabilité de l'activité ainsi que sa pérennité financière, voyons ce qu'il en est quand on les applique au cas de Reniala.

D – 6 - Indicateur d'Effacité de Gestion

Cette méthode consiste à revoir l'efficacité de gestion d'un parc par l'évaluation de certains critères identifiés préalablement. Pour le cas de Madagascar, l'ANGAP utilise ce système pour évaluer l'efficacité des Aires Protégées du réseau national. L'évaluation montre la manière dont les parcs et les Aires Protégées réagissent par rapport à des problèmes d'ordre général préalablement identifiés. Cela se fait par l'octroi d'un score pour les critères à satisfaire pour chaque problème identifié.

L'évaluation par les Indicateurs d'Efficacité de Gestion consiste à voir la performance de l'Aire Protégée étudiée pour chaque critère étudié et pour chaque problème préalablement identifié.

A - EVALUATION DE LA CONCEPTION ET DE LA PLANIFICATION

1. Limites
2. Superficie satisfaisante du point de vue écologique
3. Planification

B - EVALUATION DES RESSOURCES

4. Budget
5. Matériels et équipements
6. Infrastructures (bâtiments, pistes, routes)
7. Partenariat
8. Personnel

C - EVALUATION DU PROCESSUS DE GESTION

- C1. Questions communes à toutes les Aires Protégées
9. Entretien
10. Formation
11. Systèmes de gestion
12. Inventaires des ressources (données pour la planification et la gestion)
13. Recherche
14. Zonage
15. Systèmes de protection
16. Application de la loi
17. Législation
18. Gestion des ressources
19. Participation locale
20. Information, éducation, communication
21. Interventions de la gestion
22. Aménagements écotouristiques
23. Tourisme commercial

D - EVALUATION DES REALISATIONS

24. Consommation budgétaire
25. Application du système de protection
26. Sensibilisation de la population locale
27. Actions alternatives aux pressions
28. Visiteurs (Qualité des biens et services offerts)

E. EVALUATION DES RESULTATS (EFFETS et IMPACTS)

29. Protection des ressources
30. Ressources propres
- 3.1. Avantages économiques pour les communautés locales

Chapitre II – Analyse de la durabilité et de la pérennité financière de l'écotourisme au sein de Reniala

E - Traitement du questionnaire du KAD

Pour chaque variable étudiée, on a :

- la ponctuation maximale : dans le cas où l'interviewé répond OUI à toutes les questions et que toutes les questions sont concernées
- la ponctuation maximale relative si on a des réponses non concernées. On déduit alors de la ponctuation maximale les points correspondant aux questions auxquelles la réponse est non concernée
- le résultat, c'est à dire le total des points pondérés. On obtient ce résultat en faisant :

(Quantité de OUI*Pondération) – (quantité de non*Pondération), et le résultat peut être négatif.

On obtient alors un **premier résultat** en pourcentage pour chaque variable qui est

(Points obtenus)/ponctuation maximale relative

Ce résultat exprime alors le niveau atteint sur une échelle de 0 à 100%.

Dans notre étude, nous avancerons que la moyenne de 50% est le niveau minimum acceptable pour chaque variable.

Le traitement se fera par la suite sur une feuille Excel où une réponse OUI équivaut UN (1), NON équivaut Moins UN (-1) et NC équivaudra ZERO (0).

Le résultat global cherche à déterminer :

- la moyenne des résultats par variable
- le résultat de tous les indicateurs

F - Les hypothèses de travail

L'Écotourisme est un instrument de gestion des aires protégées. Il permet d'assurer que les masses croissantes de visiteurs n'affectent pas négativement les valeurs en biodiversité de l'aire protégée. L'écotourisme montre que le développement durable est possible même au cœur de l'environnement fragile des aires protégées

Si l'écotourisme est mis en œuvre correctement, il peut constituer une force importante pour améliorer les rapports entre les communautés locales et l'administrateur de l'aire protégée. Un bon programme d'écotourisme permettra d'éviter les coupes de bois dans une aire protégée en générant des revenus plus importants particulièrement à long terme.

F – 1 - Hypothèses sur la durabilité selon le KAD :

Dans ce qui va suivre, on va dire qu'un projet touristique est durable, en appliquant la méthodologie de Kalalù Danza, si :

- il protège et développe son environnement

- il apporte des bénéfices financiers directs significatifs à la communauté (infrastructures, éducation,
- il encourage la participation locale dans le projet
- il intègre des outils d'évaluation et de suivi permanent pour assurer ce qui précède.

F – 2 - Hypothèses sur la pérennité financière d'après The Nature Conservancy :

Un projet écotouristique atteint la pérennité financière s'il présente les principaux indices de la pérennité financière, à savoir :

- L'indice de la vision et de la gestion stratégique (établissement d'un plan financier, un conseil d'administration assurant la stabilité financière et institutionnelle, l'identification des besoins financiers et réalisation des objectifs administratifs).
- L'indice de la capacité de générer des revenus : capacité de collecter des fonds, capacité de créer des revenus, et diversification des sources de revenus
- L'indice de la capacité financière administrative : taux de recouvrement des coûts de fonctionnement, utilisation des systèmes de comptabilité dans les prises de décision, bilans préparés et circulés, les recettes annuelles sont égales ou supérieures aux dépenses : donc cash-flow négatif.

F – 3 - Hypothèses sur la gestion privée :

- 1- Un parc géré par le privé dépend moins de l'extérieur
- 2- Dans la gestion de l'écotourisme, le privé pourrait délaissier la conservation au profit des activités génératrices de revenu, lui permettant une pérennité financière.
- 3- Le privé devrait être plus performant sur le plan marketing
- 4- La population locale a rarement sinon faiblement droit aux retombées positives ou aux bénéfices de l'écotourisme, plus encore quand la gestion est confiée au privé.

G - Présentation des résultats (résultats et indicateurs : Cf annexeIII)

Les résultats obtenus nous permettent de situer Reniala par rapport aux résultats obtenus à la mise à l'épreuve du questionnaire sur terrain avec 4 (quatre) institutions (2 ONGs, une association communautaire et un privé) en gardant les mêmes acteurs, les mêmes variables et les mêmes indicateurs. Aussi, on a pu comparer sa performance par rapport aux premiers résultats du programme KAD bien que cette comparaison soit limitée par le fait que le questionnaire (donc les indicateurs) a été élaboré pour le cas de Haïti et de la République dominicaine.

Sur ce tableau nous pouvons lire :

Pour l'acteur : **institution et sa politique générale**, le premier **variable** étudié est **l'implication de l'institution dans une stratégie de développement local intégral**. A cette variable ont été attribués des indicateurs sous forme de questions permettant d'avoir le résultat pour la variable. (cf *questionnaire d'identification de la durabilité pour les indicateurs*). Si on prend le cas de cette variable, on peut voir que la performance de Reniala qui est de 71,43% dépasse celle du privé étudié par le KAD à la mise à l'épreuve du questionnaire (63,64%). Sa performance se situe plutôt entre celles des deux ONGs (64,29% et 85,71%). Elle a une bonne performance pour cette variable.

Pour l'acteur impacts et politiques envers la population locale, et pour le quatrième variable qui est « impact culturel, renforcement de l'identité nationale », le niveau de -100% atteint s'explique par le fait que la réserve ne pratique aucun des indicateurs dans le questionnaire. Par exemple pour le côté culturel, pour le cas malgache on pourrait voir si l'organisation a effectué les démarches nécessaires pour être acceptée par la population locale. Or, ceci ne figure pas parmi les indicateurs fournis par le questionnaire.

H - Analyse et interprétation des résultats

Pour une durabilité effective du projet écotouristique, il a été avancé dans le cadre du KAD et après mise à l'épreuve sur terrain que la moyenne de 50% est le niveau minimum acceptable pour chaque variable.

Aussi pouvons-nous dire que pour le secteur « institution et sa politique d'action », Reniala est plus performant que le secteur privé pris dans l'étude, sauf pour la variable « conscience et connaissance de normes et loi » où sa performance est seulement de -11,4%. Ceci peut s'expliquer par le fait que la réserve Reniala n'a aucun programme de formation aux normes écotouristiques. Elle présente une excellente performance pour le « degré d'institutionnalisation » ainsi que « l'implication dans la stratégie de développement local ». En effet l'Association prend part aux constructions d'école, à l'embauche de personnel local et elle utilise des matériaux locaux pour ses constructions. De plus elle coopère avec diverses institutions que ce soit au niveau local, national ou international. Pour le degré d'institutionnalisation, sa performance résulte du fait qu'elle est enregistrée légalement, qu'elle est reconnue en tant qu'entreprise écotouristique et qu'elle soit enregistrée au registre fiscal.

Pour les variables « durabilité économique et satisfaction du client » ainsi que « degré de transparence », nous pouvons voir que sa performance dépasse celle de l'entreprise privée prise dans notre cas, quoique ce ne soit pas assez pour lui permettre une durabilité de l'activité. Ceci résulte du fait que Reniala est tenue par ses engagements dans les différentes collaborations ainsi que le cadre de son permis environnemental. Pour la durabilité économique et satisfaction du client, Reniala a effectué une enquête de satisfaction et ses outils de gestion s'améliorent d'année en année : marketing, comptabilité, analyse des coûts.

Pour le secteur environnement, le parc observe une excellente performance comparée aux autres cas qui constituent nos éléments de comparaison. Pour la « politique environnementale de l'institution » ainsi que « l'architecture et le design des investissements » dans le parc, la performance

est excellente puisqu'elle atteint les 100%. Cette situation peut s'expliquer par le fait que l'Association participe à des projets de reforestation, d'éducation et de conservation de la faune et de la flore. Par ailleurs, elle préserve la liberté des animaux. Côté architecture et design, le fait que le parc ait effectué une étude d'impact environnemental constitue un bon point. Il est contraint de minimiser les impacts négatifs de son projet que ce soit sur le paysage ou que ce soit pollution sonore. Elle est aussi tenue, toujours dans ce cadre de limiter les risques d'incendie.

Les variables « protection de l'environnement » et « activités » observent respectivement les performances de 58,33% et de 75%. En effet le parc a évalué sa capacité de charge environnementale, utilise de l'énergie solaire, et traite les déchets ainsi que les eaux usées. Ses activités quant à elles n'altèrent point l'environnement : les plaques d'information, le sentier au niveau du parc, le chemin menant au parc. Le fait que le parc ait obtenu un permis environnemental signifie que les impacts négatifs induits par ses activités sont minimes face aux impacts positifs apportés. Sur proposition de l'ONE Reniala souhaite intégrer le réseau des aires protégées en devenant une Aire protégée volontaire agréée. Ainsi, Reniala sera reconnu internationalement, et respectera le Code des Aires Protégées sous l'encadrement technique de l'ANGAP (personnel et technique)..

Concernant le secteur « impact et politique envers la population locale », la performance de Reniala est plutôt mauvaise. On peut dire que l'Association ne participe nullement au renforcement de l'identité nationale avec une performance de -100%. Le degré d'intégration de la population locale est aussi plutôt faible se situant à un niveau de 12,5%. Les chiffres indiquent par ailleurs une exploitation de la population locale (16,67%). Les impacts sociaux et redistribution de bénéfices auprès de la localité sont assez faibles avec un niveau de 38,46%. Ces chiffres traduiraient que la population locale est plutôt lésée dans la répartition des bénéfices de l'activité.

Pour ce qui est du secteur « touristes et visiteurs », la performance de Reniala est tout aussi mauvaise. Pour la variable « communication et sensibilisation » elle est de -9,09% et pour « impacts sur le degré d'ouverture et participation des visiteurs » elle est de -100%. En effet, Reniala ne fait pas d'action particulière de sensibilisation des touristes aux activités sociales de l'Association, elle n'organise ni de programme d'immersion dans la culture locale, ni d'ateliers d'apprentissage de la culture locale.

Sur le plan global, le résultat est en dessous de 50% que ce soit au niveau des indicateurs ou au niveau des variables. Les activités de Reniala ne seraient donc pas durable en gardant les indicateurs fixés par le questionnaire élaboré par le programme KAD.

I - Améliorations à apporter

Si on revoit donc tous les critères, on peut dire que Reniala attache une grande importance aux secteurs « environnement » et « institution et sa politique d'action ».

Reniala se préoccupe surtout des questions environnementales, des problèmes de conservation, des programmes de recherches et d'études, ainsi que des questions d'autonomie financière. Sa politique envers la population locale est assez moindre et sa seule sensibilisation des visiteurs se

limite à son site web, ses brochures, ses partenaires, ainsi que la diffusion de documentaires sur le parc à travers une chaîne française. Arrivés sur place, les visiteurs ne font plus que constater. Ils ne reçoivent ni apprentissage de la culture locale ni d'immersion dans la culture locale. Toutefois, il convient de noter qu'aucune aire protégée à Madagascar n'a de tels programmes pour ses visiteurs.

J - Pérennité financière de l'activité écotouristique au sein de Reniala

Il a été effectué l'appréciation de la pérennité financière du fait que l'analyse de la durabilité n'a pas accordé, à notre avis, assez d'importances aux critères financiers tels que Capacité d'Autofinancement, niveau du cash-flow...

L'évaluation suivante a été possible grâce aux données fournies par le président de l'association. Nous n'avons donc fait que reprendre et traduire les données qui nous ont été communiquées.

L'évolution de la situation financière de la réserve Reniala (cf annexe III) montre que l'exploitation du parc n'a créé un excédent brut d'exploitation positif qu'à partir de 2005. Cette situation reflète une évolution favorable de la situation financière du parc. Néanmoins, il convient de mentionner que d'après ces chiffres, la durabilité financière du parc dépend étroitement des variables suivantes :

- Au niveau des recettes : le nombre de touristes
- Au niveau des dépenses : les dépenses générales
- les variables exogènes : les crises conjoncturelles (dengue, crise politique...)

K - Besoins financiers à identifier au préalable

L'administration assure la stabilité financière et institutionnelle à long terme par l'établissement d'un plan financier sur 3 à 5 ans. Pour la réserve Reniala, il n'y a pas de plan financier prévisionnel. Ce qui manifeste une faiblesse stratégique pour une bonne stabilité financière et institutionnelle. Cela peut s'expliquer par la nécessité d'avoir des données de base pour essayer de prévoir les années futures.

L - Importance de l'auto génération de revenus

Auto génération de revenus

L'Association exerce des activités génératrices de revenus comme vente de rafraîchissement, vente de cartes spécifiques aux richesses en terme de biodiversité biologique, vente de T-shirts avec le logo du parc, vente de miel produit dans le parc et vente de colliers construits à partir de graines prélevées dans le parc.

Pour la recette provenant des visites, le DEAP est affiché et le guidage est théoriquement compris. Toutefois les guides espèrent recevoir un pourboire de la part du visiteur selon sa satisfaction. Ce qui n'est pas mentionné à l'entrée.

On peut dire que Reniala a su créer d'autres sources de revenus comme la vente de tee-shirt, de miel, et de cartes représentant la richesse en terme de biodiversité rencontrée au niveau du parc.

L'Association vend aussi d'autres articles de souvenirs ainsi que des rafraîchissements. Elle fait ces activités pour diversifier ses sources de revenus d'une part et pour augmenter ses chiffres d'affaires.

Elle vise un « équilibre financier » sans pour autant rechercher du profit, selon le Président de l'Association. Par exemple ces ventes annexes ont atteint les 20 117 500 Ariary en 2005. Il convient de noter que les chiffres sur les ventes annexes sur 2004 et 2003 ont été estimés.

Il convient de noter par ailleurs que le parc a une faible capacité de collecte de fonds dans la mesure où les fonds collectés pour la promotion ou le développement du parc sont très faibles. La seule aide qu'ait mentionnée le président du parc est l'aide reçue par le conseil général de l'Isère pour la construction d'un puits.

Pour l'amélioration de la fréquentation du site, on peut dire que cela résulte des différentes collaborations développées par Reniala.

-Amélioration du revenu à travers des partenariats – collaborations et actions marketing

Reniala développe ses affaires à travers les différentes collaborations que l'association a contractées mais aussi grâce aux actions marketing qu'elle effectue. Nous verrons cette dernière ultérieurement. Par la collaboration avec le service du tourisme, Reniala est promue auprès d'organisme de voyage et tour opérateur aussi bien à Madagascar qu'à l'étranger, et reçoit des appuis technique, financier et moral dans ses activités. *(cf annexe A)*

Un fait important est sa collaboration avec l'industrie du tourisme, notamment les membres de l'ORTU ainsi que les hôteliers de son entourage.

Etant membre de l'ORTU, Reniala a pas mal d'avantages tels que formation du personnel, financement ou prêt, assistance dans le montage de dossier de financement, figurer dans le site web de l'ORTU, présence dans les foires, entretien de relations avec les autres opérateurs ...*(cf annexe A)* Reniala se fait par exemple recommander par les hôteliers de Ifaty-Mangily. Le Président de l'Association fait remarquer que si les prestations sont à la hauteur, les visites sont garanties par les tours opérateurs.

A travers la collaboration avec la commune de Belalanda, Reniala a pu intégrer la population locale en versant une cotisation et participation financière en lien avec les us et coutumes de la commune. Ce qui a été matérialisé par la fourniture de matériels à la construction d'une nouvelle salle de classe de l'école publique locale, de la construction de puits d'eau potable, et de la réalisation d'un joro (sacrifice d'un zébu) à l'ouverture de la réserve. Par ailleurs l'association appuie la commune, plus précisément la Gelose de Mangily, dans leur projet de reboisement par la fourniture de plants. Toujours dans ce cadre, elle appuie le DIREF dans la sensibilisation de la population à la nécessité de reboiser à travers des campagnes auprès des élèves de l'école publique locale.*(cf annexe A)*

Grâce à la collaboration avec WWF Toliara, Reniala reçoit de l'aide pour les lettres d'appui auprès des institutions, elle reçoit des conseils des membres de WWF, reçoit un appui technique pour la réalisation de son programme, reçoit un appui à l'élaboration d'outils d'Information Education et Communication et un appui pour les recherches de fonds.

A travers ces différentes collaborations, elle contribue à la bonne marche de ses affaires en recevant des appuis techniques pour améliorer ses prestations, en participant au développement de la localité pour intégrer de plus en plus la localité et en entretenant des relations avec d'autres opérateurs du tourisme pour attirer plus de visiteurs.

M - Coûts de fonctionnement recouverts et absence de la comptabilité dans les décisions

M – 1 - Taux de recouvrement des coûts de fonctionnement

En 2003, le parc n'arrivait qu'à couvrir 43% des coûts de fonctionnement seulement. Cependant, la situation s'est améliorée et en 2005 les coûts de fonctionnement ont été recouverts à 100%. En tout, Reniala est sur une bonne voie pour la pérennité financière si une maîtrise des coûts est recherchée.

M – 2 - Inexistence de cash-flows négatifs

Les chiffres montrent que le parc peut s'autofinancer depuis 2004 mais il faudrait qu'il fasse attention pour assurer et maintenir cette pérennité financière.

L'inexistence de cash-flow négatif témoigne, d'après The Nature Conservancy, d'une bonne planification financière assurant de ce fait que les recettes annuelles soient supérieures ou égales aux dépenses. Toutefois, un cash-flow négatif sur les premières années de démarrage peut refléter un besoin de trésorerie de départ et n'altère pas la viabilité financière.

Comptabilité

L'administration du parc tient une comptabilité assez détaillée pour veiller au bon fonctionnement et au bon déroulement de ses activités et cela par la tenue régulière de livres de comptes. Cependant, une meilleure exploitation de ces données par une comptabilité analytique assez approfondie avec l'adaptation des stratégies en action pourrait améliorer la pérennité financière du parc.

N - Résultat et interprétation des enquêtes

Nous avons analysé 138 fiches d'enquête. Ces fiches qui ont été remplies en 2004. Pour certaines questions, la somme des fréquences dépasse les 100%, ceci dû au fait que le touriste offrait plusieurs réponses. A chaque question, on a calculé la fréquence par rapport au nombre de personnes y ayant répondu, et non au nombre total des enquêtés.

Pour leur nationalité, 57,25% des visiteurs sont des Français, 7,25% sont des Belges, les Britanniques en représentent 5,80%. La nature du séjour des 59,42% des visiteurs est de faire du tourisme, un voyage organisé. Seulement 0,72% déclarent être venus faire de l'écotourisme

A la question : « Qu'avez-vous le plus apprécié ? », 42,75% des 138 personnes enquêtées ont répondu par la biodiversité au niveau de la flore. 36,23% ont particulièrement apprécié le guidage. 26,09% ont aimé l'aménagement, l'entretien, la propreté ainsi que le balisage du parc ; 12,32% ont répondu par l'humour et la sympathie des guides. 6,52% ont été émerveillés par les variétés d'oiseaux.

12,32% des enquêtés ont signalé ne pas avoir apprécié certaines choses. 23,53% d'entre eux regrettent la qualité de l'information délivrée par le guide. Elle serait donnée trop vite et pas assez riche. Les enquêtés espéraient voir plus de plantes médicinales. 23,53% déplorent un manque de faune, serpent, il y en a même qui s'attendait à voir des lémuriers (site web du parc avec la photo d'un lémurien, ce qui pourrait laisser penser l'existence au niveau du parc). 17,65% affirment ne pas avoir aimé voir le traçage du chemin, ils auraient aimé que ce soit plus naturel.

17,39% des visiteurs enquêtés ont déclaré être satisfaits et encouragent les promoteurs.

19,57% des enquêtés ont émis une suggestion. 18,52% ont suggéré d'apporter une amélioration au guidage, dans l'apprentissage de l'anglais, dans l'information véhiculée, ainsi que dans l'utilisation quotidienne et médicinale des plantes. D'autres visiteurs représentant les 18,52% ont suggéré d'intégrer plus de variétés dans les circuits parmi les 1000 espèces végétales endémiques annoncées dans le site web du parc, de mettre les plantes plus en valeur, d'informer un peu plus sur les vertus, et de mettre plus de plaques. Quelques visiteurs souhaiteraient aussi voir l'accès à Reniala amélioré. Certains ont suggéré de produire et de vendre des brochures sur les richesses que l'on peut trouver au niveau du parc, sinon d'offrir un centre de documentation où le visiteur pourrait approfondir ses connaissances. Il y en a même ceux qui souhaitent l'élargissement du parc pour protéger la forêt.

Pour la question « Comment avez-vous connu Reniala ? », 26,09% des visiteurs ont déclaré connaître Reniala par leur guide ou le chauffeur du tour opérateur. 21,01% en ont eu connaissance à travers les guides comme le routard, le petit futé, ou Lonely Planet. 19,57% des visiteurs sont à Reniala pour une visite arrangée par les tour opérateurs comme Nouvelles Frontières, Explore Worldwide Ltd, Jacaranda. 11,59% sont venus sur recommandations de leur proche, ils ont connu Reniala de bouche à oreille. 13,77% sont venus sur proposition d'un hôtel membre de l'ORTU. Une proportion que l'on ne peut négliger est la part des touristes qui ont été amenés chez Reniala par des habitants contre 25 000 fmg, ces touristes représentent seulement 4,35% des visiteurs enquêtés. Les panneaux d'information dans le village auront fait connaître le parc à seulement 5,07% des enquêtés et 2,17% auraient fait la connaissance du parc à travers les stagiaires.

O - Accroissement du volume de la clientèle de Reniala

On peut voir que les actions marketing menées ont porté leur fruit (cf annexe III). Le site, le passage à une chaîne française, la collaboration avec l'industrie du tourisme que ce soit au niveau local, au niveau national ou en France (là où réside le Président de l'Association) ont attiré un bon nombre de touristes. Dans ce cadre, il convient de noter que 29,71% des visiteurs sont en visite arrangée par un tour opérateur.

A travers ces statistiques, on peut noter une nette amélioration de l'effectif des visiteurs. On observe une augmentation de 96,6% pour 2002-2003, 54,50% pour 2003-2004, 63,50% pour 2004-2005. Nous pouvons remarquer que le petit circuit a depuis toujours attiré le plus de touristes. La

faune n'intéresse qu'une proportion faible. Ceci est peut être dû au fait que la découverte de la faune ne peut être effectuée que sur une certaine saison et très tôt le matin.

P - Analyse de la performance du parc : activité financièrement pérenne, durabilité à renforcer et vérification des hypothèses

Hypothèses sur la durabilité selon le KAD :

Dans ce qui va suivre, on va dire qu'un projet touristique est durable, en appliquant la méthodologie de Kalalù Danza, si :

-Respect et mise en valeur l'environnement naturel, culturel, humain et social dans lequel le projet a lieu : **vérifiée**

-Apport de bénéfices financiers directs significatifs à la communauté (infrastructures, éducation, **moyennement vérifiée** (fourniture de matériaux de construction pour l'école du village)

-Encouragement à la participation locale dans le projet : **non vérifiée**

-Intégration des outils d'évaluation et de suivi permanent pour assurer ce qui précède. : **non vérifiée**

Hypothèses sur la pérennité financière d'après The Nature Conservancy :

Un projet écotouristique atteint la pérennité financière s'il présente les principaux indices de la pérennité financière, à savoir :

-L'indice de la vision et de la gestion stratégique (établissement d'un plan financier, un conseil d'administration assurant la stabilité financière et institutionnelle, l'identification des besoins financiers et réalisation des objectifs administratifs) : **non vérifiée**.

-L'indice de la capacité de générer des revenus : capacité de collecter des fonds **non vérifiée**, capacité de créer des revenus **vérifiée**, et diversification des sources de revenus **moyennement vérifiée**

-L'indice de la capacité financière administrative : taux de recouvrement des coûts de fonctionnement **vérifiée pour 2005**, utilisation des systèmes de comptabilité dans les prises de décision **non vérifiée**, bilans préparés et circulés **non vérifiée**, les recettes annuelles sont égales ou supérieures aux dépenses : donc cash-flow négatif **vérifiée depuis 2004**.

Hypothèses sur la gestion privée :

1- Un parc géré par le privé dépend moins de l'extérieur : **vérifiée**

2- Dans la gestion de l'écotourisme, le privé pourrait délaissé la conservation au profit des activités génératrices de revenu, lui permettant une pérennité financière : **non vérifiée**. Les pressions anthropiques ont complètement disparues alors que les divagations de troupeaux subsistent encore. Par ailleurs, la biodiversité faunistique (les oiseaux) s'est améliorée, ceci due au fait que les oiseaux viennent se réfugier dans le parc pour fuir les pressions hors parc.

3- Le privé devrait être plus performant sur le plan marketing : **vérifiée**

4- La population locale a rarement sinon faiblement droit aux retombées positives ou aux bénéfices de l'écotourisme, plus encore quand la gestion est confiée au privé : **vérifiée**. La population locale participe faiblement au projet et le bénéfice qu'elle en tire est très faible. Nous pouvons alors dire que le parc à gestion privée que nous avons étudiée **néglige la population locale**

Conclusion

En conclusion, nous pouvons alors dire que le Réserve Reniala est sur la voie de la pérennité financière quoiqu'elle doive faire une comptabilité analytique assez poussée afin d'améliorer au mieux cette pérennité financière et étendre ses activités. Mais, pour que son activité soit durable, il faudrait que les membres de l'association Reniala attachent plus d'importances aux critères sociaux et favorisent les échanges entre les touristes et la population locale. Selon les indicateurs pris par le programme KAD la population locale n'est pas du tout intégrée dans l'activité écotouristique observée au sein de la réserve Reniala.

Comme apports, cette étude a permis d'identifier et de tester un outil permettant d'évaluer la durabilité d'une activité écotouristique sur le plan social, biologique et financier, de mettre en évidence l'efficacité financière du privé dans la gestion d'un parc, de confirmer la faible implication de la population locale dans le projet. Par ailleurs, la méthode appliquée est pratique et objective et permet de situer le parc à évaluer par rapport à des références préétablies.

Cependant, l'étude est limitée par le fait que le questionnaire n'a pas été conçu pour les réalités malgaches. Néanmoins, le projet KAD a permis d'orienter les améliorations à faire au niveau de la conservation pour Reniala. Ceci se traduit par la détermination des points forts et des points faibles du parc à travers les indicateurs élaborés dans le cadre du KAD. En outre, le questionnaire ne tient pas compte de la logique économique de la gestion privée, de la gestion communautaire, de la gestion par les ONGs à Madagascar. Quant à l'étude, elle a été limitée par le fait que les données ont été fournies par le gérant.

Comme suggestions, nous pouvons dire que l'acteur que la gérance de la réserve néglige mais qui est pourtant important pour la durabilité de son activité de conservation est la population locale. Pour ce qui est de sa situation financière, bien que cette dernière lui assure une capacité d'autofinancement de ses activités, la gérance pourrait intégrer d'autres formes de revenus (collectes de fonds, ...) pour étendre ses activités. En apportant quelques modifications sur ces plans, la réserve sera durable et encore plus pérenne financièrement.

Pour conclure améliorer l'implication effective de la population locale autour d'un parc privé pourrait constituer un autre thème d'étude intéressant à approfondir.

ANNEXES

I-Bibliographie

II-Encadrements/ extraits de textes

-extraits et encadrements de textes

-Présentation du programme KAD

-Reniala : l'Association et ses collaborateurs

III-Tableaux et figures, enquêtes

IV-Photos

I-Bibliographie

BIBLIOGRAPHIE

Sylvie Sieber Sugiyama ; 2003 ; Introduction à la planification de l'écotourisme, un manuel pour les professionnels de la conservation, the nature conservation, Volume 1, Arlington Virginie USA, 101p

Patricia Léon ; 2001 ; les quatre piliers de la pérennité financière , the nature conservancy, volume 2, Arlington, Virginie, USA, 29 pages

Marc Hockings ; 2003 ; atelier UICN : évaluer l'efficacité de gestion

Jonathan tardif, 2003, Ecotourisme et développement durable, Vertigo la revue en science de l'environnement sur le web, Vol a N°1, Mai, Montréal Québec

Tourisme et durabilité au XXI e siècle, déclaration de Wildhaus des amis de la nature, 2003, revue sur le web, février, 7 pages

Mohamed Larid, 2004, Analyse de durabilité dans le cadre du PAC « Zone côtière Algéroise », Rapport final, République algérienne Démocratique et populaire, Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement

Faliarimino RAKOTOMANANA, 2003, Analyse socio-économique des potentiels écotouristiques de la forêt des Mikea, Mémoire de DESS en Développement Local et Gestion de projet, Université de Tananarive, département économie, 70 pages

Kötler et Dubois, MARKETING MANAGEMENT, 10ème édition Collection Nouveaux Horizons, Edition Publi Union 2000,790 pages

Pierre Vernimmen, FINANCE D'ENTREPRISE, 5ème édition par Pascal Quiry et Yann le Fur Edition DALLOZ 2002 1130 pages

Note du secrétariat de la Commission de coopération environnementale, « la promotion de l'écotourisme dans les aires naturelles de l'Amérique du Nord : les étapes franchies », p.14

II-Encadrements/ extraits de textes

- extraits et encadrements de textes**
- Présentation du programme KAD**
- Reniala : l'association et ses collaborateurs**

Effets sur l'environnement	
<p>Avantages directs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Stimule la protection de l'environnement (aires protégées) tant de façon formelle qu'informelle. • Encourage la restauration et la conservation des habitats modifiés. • Permet la participation active des écotouristes à la mise en valeur de l'habitat (dons, maintien de l'ordre, entretien, etc.). <p>Avantages indirects</p> <ul style="list-style-type: none"> • La présence de l'écotourisme favorise un engagement accru envers un environnement sain. • Des espaces protégés par l'écotourisme génèrent divers avantages environnementaux. 	<p>Coûts directs</p> <p>Danger que la capacité de charge de l'environnement soit dépassée accidentellement dû :</p> <ul style="list-style-type: none"> • au rythme de croissance rapide, • aux difficultés à identifier, à mesurer et à contrôler les effets sur une longue période, • à la croyance que tout tourisme est porteur de perturbations. <p>Coûts indirects</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les régions fragiles peuvent être exposées à des formes de tourisme moins envahissant (fonction de pionnier). • Peut avoir une tendance à donner une valeur financière à la nature, selon son attractivité.
Effets économiques	
<p>Avantages directs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Revenus directs des écotouristes. • Création d'emplois directs. • Fort potentiel de liens avec d'autres secteurs de l'économie locale. • Stimulation de l'économie périphérique. <p>Avantages indirects</p> <ul style="list-style-type: none"> • Revenus indirects des écotouristes (effet multiplicateur élevé). • Propension des écotouristes à fréquenter des attractions culturelles et patrimoniales comme « compléments ». • Avantages économiques d'une utilisation durable des aires protégées (industrie pharmaceutique, recherche) et des phénomènes naturels (ex. : maîtrise des crues) 	<p>Coûts directs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Coûts de démarrage (acquisition de terrain, établissement d'aires protégées, superstructures, infrastructures). • Dépenses permanentes (entretien des infrastructures, promotion, salaires). <p>Coûts indirects</p> <ul style="list-style-type: none"> • Incertitude des revenus due à la nature <i>in situ</i> de la consommation. • Perte de revenus en raison des importations, de la participation d'étrangers ou de non-locaux, etc. • Coûts de substitution. • Cultures endommagées par la faune.
Effets socioculturels	
<p>Avantages directs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accessibilité de l'écotourisme à un large éventail de la population. • Éléments esthétiques/spirituels des expériences. • Favorise la sensibilisation à l'environnement auprès des écotouristes et de la population locale. <p>Avantages indirects</p> <ul style="list-style-type: none"> • Avantages des phénomènes naturels. 	<p>Coûts directs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Intrusions dans des cultures locales et, peut-être, des cultures isolées. • Imposition d'un système étranger valorisant l'élite. • Déplacement des cultures locales par l'établissement de parcs. • Érosion du contrôle local (spécialistes étrangers, immigration de personnes à la recherche d'emploi). <p>Coûts indirects</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ressentiment possible de la population locale. • Opposition des touristes à certains aspects de la culture locale (ex. : chasse, agriculture itinérante sur brûlis).

Le secteur tourisme dans le DSRP

« 5.2.4.1 Le Tourisme

Le potentiel touristique de l'île reste très largement sous-exploité. Les richesses de la faune et de la flore malgache, la diversité biologique caractérisée par des milliers d'espèces endémiques font de Madagascar une destination attrayante pour les touristes. Malgré l'énorme potentialité touristique dont le pays dispose, le flux d'arrivées touristiques n'a évolué que de l'ordre de 10% par an au cours de la dernière décennie. La crise a par ailleurs beaucoup affecté le secteur du tourisme et les opérateurs touristiques se trouvent à l'heure actuelle dans une situation critique. La chute des activités dans le secteur était estimée à 80% et les impacts se manifestent entre autres, par la fermeture d'agences respectives, l'annulation en masse des réservations, le licenciement de personnel, le non-versement des vignettes touristiques, la destination touristique non recommandée par l'extérieur.

En d'autres termes, le pays a besoin des mesures appropriées et d'actions particulières multiples associant l'Etat, les opérateurs touristiques privés et les partenaires bi et multilatéraux pour la relance immédiate des activités touristiques.

Dans cette perspective, les objectifs seront :

- promouvoir un développement touristique et écotouristique qui protège et sauvegarde l'environnement naturel et l'identité socioculturelle du citoyen Malagasy,
- faire du tourisme un levier de développement durable au bénéfice direct des communautés villageoises,
- assainir et augmenter les recettes du tourisme auprès de tous les acteurs concernés.

Les réorientations éventuelles comprendront :

- La relance des activités touristiques pour assurer les facilitations essentielles : suppression de visa pour certain pays pour permettre aux acteurs tant publics que privé de reprendre dans les meilleurs délais toutes les activités touristiques du pays.
- L'ouverture du ciel aérien en vue d'une compétitivité du tarif selon une réglementation transparente est également nécessaire.
- **La promotion de la destination Madagascar** avec le secteur privé par la mise en place d'un dispositif permanent et durable qui jouera un rôle d'interface entre le Ministère de Tourisme et les opérateurs
- La valorisation et l'appui au développement des infrastructures et la création d'un support incitatif aux investisseurs du secteur : création de Réserves Foncières Touristiques (RFT) à travers une répartition appropriée des sites, création et opérationnalisation de l'Office National chargé de la gestion des RFT, allègement des procédures existantes pour accompagner les investisseurs et la refonte du Code du Tourisme

- L'assainissement de l'environnement de la vignette touristique par des amendements des textes régissant cette taxe parafiscale tant sur les procédures de collecte que sur l'utilisation des recettes
- La disponibilité de mécanisme de financement spécifique du secteur du tourisme pour faciliter l'accès au crédit surtout en faveur des Petits et Moyens Investisseurs
- La modernisation et développement de dispositifs pérennes de renforcement des capacités hôtelières et touristiques : formation aux métiers du tourisme
- La lutte contre le tourisme sexuel et le trafic de la drogue dans les principales zones d'intérêt touristique en collaboration avec les autres départements ministériels concernés.

Les impacts et résultats ci-après seront attendus au cours de la période 2003-2006 :

- Création de 900 à 1 500 chambres additionnelles ;
- Délimitation des zones touristiques et constitution de réserves foncières touristiques ;
- Accroissement des arrivées touristiques après la relance du secteur
- **Mise en place et opérationnalisation des Offices du Tourisme ».**

DSRP pp. 76-77

Présentation et description du parc

•Genèse du projet

En 1997, les promoteurs étaient venus dans la région et l'avancement de la déforestation les a motivés à agir face à cette situation. De ce constat, ils ont commencé à faire les démarches réglementaires pour s'acquérir du terrain afin de réaliser leurs objectifs. Les traditions locales ont été respectées et des ententes ont été réalisées avec la population locale.

•Présentation du promoteur

Le parc a été ouvert en 2000. Cependant, des visites prospectives et des démarches pour l'acquisition ont été réalisées depuis 1997. Le groupe promoteur du parc RENIALA est une association regroupant 3 personnes.

La fonction de président est assurée par Monsieur Maurice Adiba, enseignant certifié en sciences de la vie et de la terre. Il est le responsable de la conception et de l'aménagement du sentier botanique, de l'installation des scientifiques et de leur relation avec la structure et enfin de résoudre tous les problèmes techniques et scientifiques rencontrés sur site.

La vice-présidente, Madame Gertrude Dame s'occupe de la gestion quotidienne du parc.

La troisième personne, Madame Lucile Adiba, est agent commercial au sein de Nouvelles Frontières France, elle se charge d'identifier les besoins des clients et assure la commercialisation du produit.

•Description du parc

Le site est situé sur la Route Nationale 9 à 27 kilomètres de Tuléar au nord du village de Mangily. Le parc a une superficie de 45 hectares. Pour aménager le parc, deux types de parcours ont été tracés. Un petit qui dure environ 1 heure 30 minutes et une grande qui prend 2 heures de temps pour visiter. La visite est accompagnée par des guides formés par le parc lui-même. Des panneaux indiquent le nom et la famille des plantes. Une centaine de plantes et une quarantaine d'espèces d'oiseaux ont été répertoriées. Il est à remarquer que certaines des espèces répertoriées sont endémiques et très rares.

Le sentier botanique permet de connaître de plantes remarquables par leur endémicité et leur utilisation. L'arboretum renferme une collection vivante ouverte aux scientifiques.

Le parc abrite aussi une dizaine de ruches disposées dans les arbres. Pour la récolte, environ 10 kilogrammes de miel sont recueillis par ruche. Des analyses biologiques et sanitaires ont certifiées la bonne qualité du miel cueilli par le parc.

Comme constructions, le parc a construit un puits, un bâtiment d'accueil de 50m², une clôture, un portail servant d'entrée principale, deux logements pour gardiens et des panneaux indicatifs le long de la Route Nationale 9.

•Les objectifs et justifications du parc

Les objectifs principaux du parc sont la sauvegarde et la protection de l'environnement. RENIALA veut contribuer à la lutte contre la déforestation de l'île. Il souhaite intervenir dans la gestion des ressources naturelles surtout par la protection des espèces endémiques.

Le parc tient aussi à développer une structure innovante pour la région pour cibler les touristes, les étudiants et les scientifiques. Il propose une perception du milieu physique pour connaître la faune, la flore et leurs interactions. Les visiteurs y pourront découvrir des espèces vivantes uniques au monde. Sur le plan socio-économique, il veut contribuer au développement local en octroyant des emplois rémunérés et en attirant les touristes. Cela permettrait aux populations locales de bénéficier des retombées de l'écotourisme comme la création d'activité artisanale, le développement de nouvelles infrastructures d'accueil.

Le parc propose une diversification au niveau des activités autres que nautiques.

- Les tarifs appliqués et prestations offertes

Pour le petit parcours, les visiteurs doivent payer 30 000 fmg par personne. Pour un grand, ils doivent payer 35 000 fmg. Le grand se différencie du petit par sa plus grande richesse en variété de baobab. Pour une observation spécifique de la faune, le tarif est fixé à 40 000 fmg. Si les visiteurs sont des étudiants, le parc prend 5 000 fmg par personne. Et si ils viennent en groupe (au moins dix individus), ils payent 20 000 fmg pour le petit parcours et 25 000 fmg pour le grand parcours.

Pour le miel, le pot de 1 kilogramme se vend à 30 000 fmg et celui de 500 grammes à 20 000 fmg. Il est à noter que ce produit ne subit aucune transformation.

Extrait du mémoire pour l'obtention d'un DESS en
DLGP, par Rakotomanana Faliarimino, p 49-50

Evolution de la définition de l'écotourisme

Ceballos-Lascurain (1987), cité dans Boo (1990)	Forme de tourisme qui consiste à visiter des zones naturelles relativement intactes ou peu perturbées, dans le but d'étudier et d'admirer le paysage et les plantes et animaux sauvages qu'il abrite, de même que toute manifestation culturelle (passée et présente), observable dans ces zones.
Ziffer (1989)	Forme de tourisme qui s'inspire avant tout de l'histoire naturelle d'une région, notamment de ses cultures autochtones, qui nécessite aussi une gestion active de la part du pays ou de la région d'accueil, qui prend l'engagement d'établir et de maintenir les sites de concert avec les résidents, d'assurer une commercialisation appropriée, d'assurer l'application de la réglementation et d'affecter les recettes de l'entreprise au financement de la gestion des terres et au développement communautaire.
The International Ecotourism Society –TIES/ Société Internationale d'Écotourisme (1991)	Forme de voyage responsable, dans les espaces naturels, qui contribue à la protection de l'environnement et au bien-être des populations locales.
Union mondiale pour la nature - UICN (1996)	Voyage responsable sur le plan environnemental et visite de milieux naturels relativement peu perturbés dans le but d'apprécier la nature - ainsi que toute manifestation culturelle passée ou présente observable de ces milieux -, encourageant la conservation, ayant un impact négatif très limité et s'appuyant sur une participation active des populations locales dans le but de générer des avantages.
Honey (1999)	Voyages à destination de zones naturelles fragiles et intactes – habituellement des aires protégées – visant un effet négatif très limité, s'adressant la plupart du temps à des petits groupes, favorisant l'éducation des visiteurs, générant des fonds pour la conservation, supportant directement le développement économique des milieux d'accueil et la prise en charge du développement par les communautés locales et favorisant le respect des différentes cultures et des droits humains.

Tableau 1. Quelques définitions de l'écotourisme régulièrement citées dans la littérature. Source : modifié de Couture (2002).

Le Programme KISKEYA ALTERNATIVE DESTINATION

1. Méthodologie

1.1 Sélection des aspects à évaluer:

Pour identifier la portée de cet outil, et les différents aspects, on s'est basé sur la définition élaborée lors de la [conception du projet](#), qui considère un projet touristique comme "durable", si il:

- Respecte (ne dégrade pas) et met en valeur l'environnement naturel, culturel, humain et social dans lequel il à lieu;
- Apporte des bénéfices financiers directs significatifs et/ou des ressources pour le développement de la communauté (infrastructures, éducation, outils d'organisation, etc.);
- Encourage la participation locale dans le projet, ou promeut un processus participatif de la communauté dans le processus de leur propre développement humain;
- Intègre les outils d'évaluation et de suivi permanent, pour assurer ce qui précède.

Et les sources externes d'information:

- [références bibliographiques, et documents de recherches](#)
- échanges sur Internet avec quelques spécialistes

1.2 Choix de 4 acteurs/secteurs et des variables:

Le questionnaire se divise en 4 parties, ce choix a été fait en fonction de

- une conception du tourisme durable qui implique nécessairement une interdépendance entre l'institution, sa politique d'action, l'environnement naturel, la population locale concernée en tant qu'actrice et réceptrice des actions liées au développement du tourisme, et les visiteurs, qui de la même manière, se placent en position d'interaction permanente avec les trois éléments précédents.
- la considération que le tourisme ne peut être soutenable qu'à partir du moment où il existe une conscience collective quant au respect que chacun doit au lieu et à la population visités, et quant à l'intégration du tourisme dans un cadre de développement personnel, d'apprentissage, d'échanges inter culturels, et à terme de développement intégral, local et national .

Par chaque secteur (acteur) a été définie une série de **variables** (sous divisions) lesquelles définissent les critères à évaluer pour correspondre avec la durabilité du tourisme. Pour chaque variable ont été définies les indicateurs sous la forme de questions.

1.3 Définition de Indicateurs, (questions dirigées)

Afin de remplir avec l'objectif d'identification et évaluation des projets de tourisme existants y qui pourraient être intégrés à la première étape du projet KAD, et étant données les contraintes de temps et de coûts (financiers), ont été choisis:

- l'option des questions dirigés qui requièrent une réponse sous la forme du "oui/non" et n/c (non concerné)
- des questions à réponse immédiate (qui ne nécessitent pas d'études ou recherche supplémentaire)

- des questions posées par l'interviewer (euse) à une seule personne, responsable ou qui doit faire partie de l'équipe de gestion du projet (dans le mesure du possible l'enquête doit se réaliser sur le lieu même du projet).

Il est inévitable que se manifeste la double subjectivité de la personne interrogée et l'interviewer (euse), et l'on devra, dans la prochaine phase, plus approfondie et qui conduira à établir un véritable outil de certification. A ce niveau il ne va pas être introduit une évaluation subjective du projet et de ses éléments, de part l'interviewer (euse).

1.4 Problèmes rencontrés sur les questions:

- interdépendance des acteurs / aspects
- sélection des indicateurs pour chaque variable (nombre nécessaire pour évaluer un aspect en relation à l'importance de celui ci)
- répétition des indicateurs pour deux variables
- dans la mesure du possible ont été sélectionnées des questions à réponse immédiate, mais subsistent quelques unes qui restent difficiles à mesurer sans une étude plus approfondie.
- difficultés à évaluer certaines données,
- à ce niveau, il n'existe pas de moyen de vérification systématique de la véracité des réponses ou informations
- problème de la subjectivité des réponses
- adaptation du même questionnaire au différents type de sujets: entreprise privée, ONGs, association communautaire, groupe informel, etc.

1.5 Système de pondération et notation

Après la sélection des indicateurs, qui pour chaque variable, correspond à la définition attribuée à un tourisme durable, a été établie à chacun une pondération sur une échelle d'appréciation de 1 à 3.

Pour établir cette pondération on a utilisé les critères suivants:

- l'importance à priori des indicateurs pour chaque variable
- l'importance relative des questions ayant trait au même aspect
- un objectif de gratification pour les efforts supplémentaires entrepris pour correspondre positivement avec l'indicateur
- le niveau de pénalisation de l'institution, en relation au total réalisé, dans le cas de la non adhésion à l'indicateur
- pénalisation importantes sur des standards/efforts minimums non accomplis de l'institution, en relation avec le résultat total obtenu,

Cette pondération a été révisée après le test du questionnaire sur le terrain. Néanmoins la prochaine étape devra revoir les variables de façon systématique. Pour cela on tiendra compte du volume de réponses non concerné (NC). Actuellement si la réponse est NC, la notation finale ne tient pas compte de la question/indicateur. On obtient ainsi une notation en pourcentage pour chaque variable, et chacune de celles-ci à un poids relatif dans la notation finale.

1.6 Problèmes rencontrés avec la pondération:

- l'interviewé risque d'être pénalisé bien qu'il en détienne pas les moyens (financier, ressources, etc.) d'atteindre des objectifs qu'il s'était pourtant fixé
- lorsque la pénalisation est forte pour la non adhésion à un critère obligatoire, légal, "normal", ou standard, mais que la bonification en cas de réponse positive ne devrait pas l'être autant....
- tendance à la subjectivité des chercheurs, mettant plus d'emphase sur les critères de développement communautaire et n'accordant pas trop de poids aux éléments "entreprise" "business" et "visiteurs"
- étant donné que les questions ayant déjà fait l'objet d'une présélection, il est difficile d'estimer leur importance relative;

2. Utilisation du questionnaire:

- Aviser à l'avance l'institution, identifier la personne la plus à même d'être capable de répondre à toute l'amplitude du questionnaire (responsable, propriétaire, gestionnaire)
- Soumettre de préférence le questionnaire sur le site touristique ou lieu de l'activité,
- Présenter le projet KAD, objectifs du programme de certification
- Avant de commencer avec les questions numérotées, chercher des données historiques, institutionnelles, et contextuelles du projet (historique, offre, description) et de la personnes interviewée (rôle, poste)
- C'est l'interviewer (euse) qui pose les questions - expliquant si nécessaire - et prend note des réponses (on ne donne pas à remplir le questionnaire)
- La partie arrière de la feuille peut être utilisée pour les commentaires supplémentaires
- Éventuellement compléter l'enquête avec une recherche sur place, rencontre avec la population, les visiteurs, visite des lieux, etc.

3 structure du questionnaire

A - Première partie : institution et sa politique générale
A-1 implication / stratégie de dev. local intégral:
A -2 degré de transparence:
A-3 Conscience / connaissance de normes et lois:
A-4 Degré d'institutionnalisation:
A-5 Durabilité économique et satisfaction client
B . environnement
B-1 Politique environnementale de portée spécifique:
B-2 Mesure de protection environnementale sur le site:
B-3 architecture, design, paysage:
B-4 activités
C impacts et politiques envers la population locale
C-1 degré d'intégration

C-2 impact sociaux - économiques et redistribution des bénéfices
C-3 degré d'exploitation population locale (droits, niveaux de salaires)
C-4 impact culturel, renforcement identité nationale
D . Touristes / visiteurs
D-1 communication sensibilisation
D-2 Impacts sur le degré d'ouverture et la participation du visiteur

4 Traitement ponctuation et calculs

4.1 Méthode de calcul pour l'analyse

- Para chaque variable il y a :

la ponctuation maximale	total de points si on répond OUI à toutes les questions et toutes sont concernées
la ponctuation maximale relative	on déduit de la précédente les points correspondant aux question auquel la réponse est NC (non concerné)
le résultat: total de points pondérés	quantité de (OUI multiplié par la pondération de la question) - (quantité de NON pondérés) <attention: le résultat peut être négatif>

On obtient ainsi un premier résultat en pourcentage pour chaque variable qui est la relation de points obtenus à la ponctuation maximale relative. Ce résultat exprime le niveau atteint dans une échelle de 0 à 100 %

Après mise à l'épreuve sur le terrain, on peut avancer que la moyenne de 50% est le niveau minimum acceptable pour chaque variable.

- Résultat global

moyenne des résultats par variable	moyenne des % résultats par variable
résultats de toutes les indicateurs	(on ne tient pas compte des variables)

(*) l'importance relative d'une variable est obtenu en calculant le rapport entre la quantité de questions/indicateurs et la pondération totale de la variable. Le résultat représente le poids relatif de la variable dans le questionnaire.

4.2 : Traitement

- reporter les données sur une feuille de calcul électronique de format Excel préparée

- chaque réponse OUI équivaut à 1 (un), NON à -1 (moins un) et NC à 0 (zero)
- lire les résultats sur le tableau correspondant, analyse par variable

5 Résultats obtenus lors du "reality check" de Juillet 1999

	Privé	ONG1	Association communautaire	ONG 2
A - Première partie : institution et sa politique générale				
A-1 implication / stratégie de dév. local intégral:	63.64	85.71	92.86	64.29
A -2 degré de transparence:	33.33	88.89	84.62	88.89
A-3 Conscience / connaissance de normes et lois:	11.11	77.78	100.00	66.67
A-4 Degré d'institutionnalisation:	30.00	100.00	60.00	80.00
A-5 Durabilité économique et satisfaction client	27.27	100.00	54.55	50.00
B . environnement				
B-1 Politique environnementale de portée spécifique:	81.82	100.00	81.82	100.00
B-2 Mesure de protection environnementale sur le site:	39.29	53.57	26.92	64.29
B-3 architecture, design, paysage:	73.68	100.00	100.00	100.00
B-4 activités	61.54	68.75	50.00	43.75
C impacts et politiques envers la population locale				
C-1 degré d'intégration	31.25	100.00	55.56	38.89
C-2 impacts sociaux - économiques et redistribution des bénéfices	73.68	100.00	100.00	90.91
C-3 degré d'exploitation population locale (droits, niveaux de salaires)	45.00	100.00	80.00	81.82
C-4 impact culturel, renforcement identité nationale	33.33	62.50	87.50	0.00
D. Touristes / visiteurs				
D-1 communication sensibilisation	40.00	50.00	44.00	50.00
D-2 Impacts sur le degré d'ouverture et la participation du visiteur	33.33	50.00	0.00	0.00
RÉSULTATS				
tous les indicateurs (sans variables) (%)	47.20	82.16	67.29	65.35

moyenne des variables (%)	45.22	82.48	67.85	61.30
----------------------------------	-------	-------	-------	-------

Programme de recherche sur la CERTIFICATION du tourisme durable

1- Démarche et Objectifs.

Kiskeya Destination Alternative est un projet pilote (et de recherche) qui a pour objectif le développement d'outils et de réseaux en appui aux initiatives de tourisme durable en Haïti et en République Dominicaine, notamment avec l'application des nouvelles technologies de l'information.

Des le démarrage du projet se sont fait évidentes à la fois l'absence de définition et de critères communément acceptés pour définir le "tourisme durable" et "l'écotourisme", mais surtout l'inexistence de mécanismes ou outils **pour mesurer la durabilité** en termes **environnementaux, socio-économiques, et culturels** d'une initiative de tourisme, autant de Haïti, qu'en République Dominicaine.

Kiskeya Alternative a entrepris cette démarche avec les objectifs suivants:

- disposer d'un outil, pour sélectionner, dans un premier temps, les projets répondant à des critères minimaux en termes d'impacts sociaux, environnementaux et culturels et ainsi pouvant bénéficier directement du programme KAD;
- lancer par la suite un processus de coopération avec d'autres institutions pour l'établissement d'un "label de durabilité touristique", outil indispensable de promotion sérieuse pour le programme KAD (critères de qualité et différenciation des "produits");
- disposer d'un outil pour suivre de façon permanente l'évolution de nos partenaires (ceux qui offres de tourisme durable/alternatif), en terme de durabilité / impact et de qualité de service fournie.

2. Développement des activités

2.1 Première étape: références (mai juin 1999)

L'étape initiale a été une recherche extensive menée principalement à travers le réseau Internet, pour identifier les programmes, institutions, projets et chercheurs qui à travers le monde, et en particulier dans la caraïbe mènent des travaux ou ont un programme de mesure et/ou certification de la durabilité du tourisme . Une bibliographie et page de référence a été réalisée et mise en ligne. Dans ce processus de nombreux contacts avec des professionnels (elles) et des chercheurs (euses) on aussi été réalisés .

Aussi les situations particulière au niveau des lois et réglementations régissant l'appellation "écotourisme" en République Dominicaine et Haïti on été analysés. Voir détails: [Haïti](#) (en anglais), et en [République Dominicaine](#) (en espagnol)

2.2 Le Questionnaire d'Identification de Durabilité Touristique (V.1)

Entre Juin et Juillet 1999 a été élaboré un premier outil, le Questionnaire d'Identification de Durabilité Touristique (V.1) , en se basant à la fois sur le recherche bibliographique, les échanges avec des professionnels et l'expérience du terrain des deux chercheurs Yacine Khelladi et Myriam Botto. Entre le 7 et le 11 Juillet une mise à l'épreuve du Questionnaire a été réalisée sur le terrain, avec 4 institutions (2 Ongs, une association communautaire et un prive). Voir les résultats :

3. Étapes suivantes et perspectives

3.1 Réseau De Certification en Durabilité Touristique:

Nous comptons, présenter le travail préliminaire à différentes institutions, dans les deux pays (Ongs environnementales, secrétariat du tourisme, universités, organismes spécialisés, etc.), pour proposer un travail en commun afin de créer un véritable outil de certification, et donc un LABEL, en durabilité touristique, avalisé par ces institutions.

3.2 Label Qualité de service

Pour garantir le succès des efforts de promotion et commercialisation de l'écotourisme et/ou tourisme durable, nous pensons nécessaire mettre en place un autre label qui puissent garantir que les utilisateurs/trices, reçoivent un service de qualité, sous contrôle et conforme aux promesses.

3.3 Guide d'éthique pour les partenaires de KAD.

Rédaction d'un guide d'éthique auxquels les partenaires de KAD devront adhérer

3.4 Réseau Caraïbe en Certification, Conseil et Assistance.

Il s'agit d'une proposition de projet visant à:

- renforcer les liens entre les chercheurs/euses et institutions travaillant dans ce domaine (réseau)
- étendre La certification en Durabilité et le Label de Qualité à un niveau régional,
- proposer des services de conseil pour augmenter la durabilité économique, sociale, et environnementale des projets de tourisme
- créer les mécanismes pour mettre en relation des fournisseurs de solutions de la région Caraïbe avec les projets de tourisme durable/écotourisme qui en ont besoin.

Partenaires de Reniala

L'ORTU ou Office Régional du Tourisme à Tuléar

L'APP ou « Air mad Awareness Partners Program » est un programme de partenariat qu'Air Madagascar projette de mettre en place avec divers opérateurs touristiques établis à Madagascar.

Ce programme a un triple objectif :

- promotion de la destination Madagascar
- promotion des divers partenaires du programme
- promotion de Madagascar

Les membres de l'APP

- compagnie air Madagascar
- professionnels du tourisme

Le principe est que leurs invités seront leurs futurs prescripteurs.

Identification de la prestation :

- hébergement
- restauration
- divers transferts
- circuits
- visite de parcs et réserves
- services de guides
- logistique pour la workshop

A ce titre, air Mad se réservera le droit d'établir un « short list » des opérateurs éligibles pour le programme pour une raison déterminée et s'engagera à aviser les prestataires concernés au fur et à mesure qu'un « éductour » sera accordé.

Les avantages d'adhérer à l'ORTU

Si les missions et les objectifs de l'ORTU tels qu'ils sont décrits auparavant sont clairs, les avantages de ceux qui ont déjà adhéré ou ceux qui veulent adhérer au sein cet office méritent quand même quelques éclaircissements.

En effet être membre de l'ORTU procure pas mal d'avantages, à savoir :

la possibilité pour les personnels et les cadres des adhérents d'avoir des formations

la possibilité d'avoir un financement ou un prêt
la possibilité d'être assisté pour le montage d'un dossier de demande de financement
la possibilité d'avoir des partenaires
la possibilité d'avoir ou de recevoir des informations à jour
la possibilité de figurer dans le site web de l'ORTU
la possibilité d'être assisté pour des problèmes de formalités administratives
la possibilité de représenter la région dans d'éventuels salons ou foires (nationale ou internationale)
la possibilité d'élargir leurs champs d'actions
la possibilité d'entretenir de bonnes relations avec les autres opérateurs sur place ou ailleurs
la possibilité de lutter ensemble contre la concurrence déloyale et l'informel

Les missions de l'ORTU

L'ORTU doit être un groupement fédérateur de tous les opérateurs privés du secteur tourisme et assurer la représentation du secteur au niveau national pour les objectifs communs à tout le secteur.

Dans le cadre des intérêts généraux du tourisme dans la région de Toliara, l'ORTU doit servir d'interface entre le secteur privé, le secteur public et les institutionnels.

Les missions de l'office régional du tourisme de Toliara :

- Etre un acteur majeur du développement touristique de la Région
- Représenter les intérêts des opérations économiques auprès des Pouvoirs publics (rôle d'interface pour assurer une meilleure synergie entre les acteurs du tourisme).
- Appuyer les opérateurs dans le développement de leurs activités et la croissance des performances de leurs entreprises.
- Informer et assister les touristes durant leurs séjours dans la région de Toliara
- Remplir des missions de service de public lorsqu'elles ont un rapport direct avec le tourisme et qu'elles ne sont pas assurées par l'Etat, la Municipalité ou d'autres organismes tels que le C.C.I. ou Chambre de Commerce de l'Industrie.
- Contrôler la conformité du développement du secteur avec les textes légaux et juridiques régissant le secteur.

De la promotion, d'action syndicale, de la fiscalité, de politique de développement du secteur, de transport aérien.

Coordonnées des interventions de tous les partenaires dans le secteur tourisme

- Interlocuteur privilégié pour toute politique de développement du tourisme dans la région de Toliara
- Accueil et information touristiques
- Elaboration de produits touristiques et promotion de la région à l'étranger

●Exploitation d'installations touristiques et animations des loisirs et organisations des fêtes (carnaval, festivités cultures genre

●Publication et diffusion de support informatif aux publics et aux professionnels

●Recherches de financements pour l'exécution de leur programme d'activités.

●Analyses de la demande (motivation de séjour, nombre de nuitées, dépenses, etc.)

●Etre en étroite collaboration avec la SITO ou Syndicat d'Initiative de Toliara.

Protocole de collaboration entre Reniala et eaux et forêts

Contexte :

Dans le cadre de la nouvelle politique forestière, la conservation de la biodiversité constitue une des actions prioritaires de l'administration forestière vue les pressions de toutes sortes qui les menacent. La création de cette réserve par l'initiative des privées, non seulement contribue à la conservation des espèces animales ou végétales endémiques ou non à la zone, mais aussi au développement de la zone ou les intérêts qu'elle représente (tourisme, recherche, récréation)

Rôle et attribution de Reniala

-récolte de graines et pépinières

- o aménager 100m² pour la production de plans d'essences autochtones
- o observation phénologique des plantes autochtones de la zone, surtout les espèces utilisées par la population comme pour la fabrication de charbon de bois
- o collecte de graines
- o fournit matériels et main d'œuvre nécessaires pour la production de plants
- o prend en charge les techniciens de l'administration forestière qui vont faire l'encadrement des travaux de pépinière au moment des semis, repiquage, reclassement, plantation

-destination des plants

- o pour les trois premières années, phase d'essais, plantation dans le périmètre de la réserve sous l'encadrement des techniciens
- o A la fin de la troisième année, Reniala appuie la commune ou la gelose de Mangily dans leur projet de reboisement par dotation de plants pour les espèces .

-contrôle et suivi

- o prend en charge les agents forestiers pour les travaux de contrôle ou répression à la demande du promoteur
- o établissement du rapport annuel des activités de la pépinière : état – végétation – recherche

-aménagement de la réserve

- o établissement d'un plan d'aménagement de la réserve
- o pare-feu et plaques indicatrices
- o publication du projet

Attribution de l'administration

-pépinière

o encadrement technique des travaux de reboisement dans la réserve et zone
environnante

o suivi des observations phénologiques par les agents de Reniala

o sensibilisation de la population environnante et de la commune sur la nécessité de
reboiser, en collaboration avec Reniala

o organise un programme de reboisement avec l'appui de reniala

-contrôle et suivi

-Aménagement de la réserve :approbation

Collaboration avec la commune

Engagement de Reniala

- versement de cotisation et participation financière en lien avec les us et coutumes de la commune (déjà fait : fourniture de matériels à la construction d'une nouvelle salle de classe de l'école publique locale, construction de puits d'eau potable, réalisation de « joro » à l'ouverture de la réserve)
- accueil gratuit des EPP – CEG : sensibilisation à l'environnement
- 10% des recettes vont aux guides locaux amenant des visiteurs à Reniala
- Appuyer la commune ou Gelose de Mangily dans leur projet de reboisement par dotation de plants pour les espaces dont les essais sont satisfaisants, avec l'encadrement des techniciens de la direction inter-régionale de l'environnement des eaux et forêt de Tuléar
- Appui DIREF, sensibilisation population – environnement et commune sur la nécessité du reboisement
- Appui DIREFG dans les programmes de reboisement avec la commune

Engagement de la commune de Belalanda

- appui aux actions menées dans la réserve Reniala
- Informer la population de l'interdiction de l'introduction de zébus et de chèvres dans la réserve. Amende par chèvre et par zébu pourra être demandé par reniala en compensation des dommages causés par les zébus ou chèvres .

Accord de collaboration du service du tourisme

Le service du tourisme s'engage à :

- promouvoir reniala auprès d'organisme de voyage et Tour opérateur à Madagascar et à l'étranger
- Apport d'appui technique et/ou financier sur les actions de Reniala
- Apporter un appui moral aux actions entreprises au sein de la réserve reniala

Engagement de reniala

- organiser des visites guidés de sentiers botaniques
- organiser des visites spécialisées : oiseaux
- former son personnel pour acquérir des compétences et permettre un développement social du personnel
- participer à la promotion de la région de Tuléar par la participation à des éductours ou diffusion par les guides touristiques

Accord de collaboration entre

Le programme Ala maiky du WWF Antenne Toliara,

L'Association reniala,

Tuléar, 02/08/05

L'accord lie le WWF et l'association reniala à compter de la signature du contrat pour une durée indéterminée d'une année renouvelable selon accord tacite entre les deux parties dans l'objectif de promouvoir la conservation de la biodiversité de l'écorégion du Sud et de l'éducation environnementale.

L'objectif de l'accord est de créer plus de synergie entre les programmes du WWF et Reniala ainsi que leurs partenaires respectifs dans le Sud-ouest de Madagascar.

L'accord servira de guide aux deux ONG dans le développement de leurs programmes présents et futurs.

Objectifs de Reniala :

L'association Reniala a pour **but le maintien, la conservation et le développement d'un écosystème forestier, véritable vitrine de la biodiversité de la faune et de la flore su Sud-Ouest malgache**. Ce maintien se réalise par la création d'un sentier botanique d'une réserve ornithologique au sein de la forêt sèche de Mangily à Madagascar et par le développement d'un programme de lutte contre la déforestation. L'association Reniala, dans ses différents programmes, **implique de manière effective les populations, notamment le public scolaire, et permet le développement économique du village de Mangily par des emplois créés par le maintien de cet écosystème**.

Axes de travail :

- environnemental et scientifique
- éducatif et social
- participation au développement économique de la région su Sud-Ouest de Madagascar

Objectifs de WWF :

Le WWF a pour mission d'arrêter la dégradation de l'environnement national de la planète et de construire l'avenir de l'humanité en harmonie avec la nature en :

- conservant la biodiversité mondiale
- assurant une utilisation durable des ressources naturelles
- encourageant la réduction de la pollution et de la consommation excessive

Le WWF, dans le cadre de son programme Ala maiky promeut la protection des habitats et de la biodiversité de l'écorégion du Sud-Ouest. Il a aussi pour mission de contribuer à la mise en application de la loi en vigueur qui protège les espèces menacées de l'Ecorégion.

Le WWF et l'Association reniala sont considérés comme deux partenaires indépendants dans le cadre de cet accord.

Engagement du WWF/antenne Toliara

Selon la disponibilité des ressources humaines, financières et logistiques, le WWF s'engage à :

- Agir comme partenaire de l'ONG Reniala en respectant les activités de l'association et l'aider avec l'introduction et les lettres d'appui devant les institutions (et gouvernement si nécessaire) pour appuyer ses activités
- Assurer que les membres du WWF programme pourront conseiller les membres de Reniala pour ses activités
- Apporter un appui technique pour la réalisation des projets qui contribuent à l'accomplissement de son programme
- Appuyer et conseiller à l'élaboration d'outils d'IEC
- Echanger les informations disponibles
- Appuyer Reniala pour les levées et recherches de fonds pour des actions qui contribueront à ses objectifs.

Engagement de l'association Reniala Mangily Toliara

Selon leur possibilité, l'association s'engage à :

- Agir comme partenaire de l'ONG WWF en respectant ses activités
- Participer à des actions ciblées à la conservation de la biodiversité des régions considérées
- Proposer des alternatives à l'utilisation du charbon pour la promotion de l'énergie solaire
- Echanger les informations disponibles
- mettre à la disposition des éducateurs et des enseignants des EPP, collèges et lycées des outils pédagogiques
- assurer l'accessibilité des sentiers botaniques et outils pédagogiques aux enseignants et chercheurs
- intégrer les étudiants dans les actions de sensibilisation sur l'intérêt de la biodiversité, en prenant appui sur l'intérêt de la biodiversité, en prenant appui sur les programmes officiels malgaches
- mettre à la disposition des chercheurs et étudiants-chercheurs les locaux prévus pour l'accueil et la recherche.

Liste des partenaires de reniala

ONE : protection et suivi de la faune et de la flore de la réserve

Direction Inter régionale des eaux et forêts de Toliara : Etude et essais en vue de reboisement de la réserve et en collaboration avec la commune

Université Tuléar- fac sciences : accueil d'étudiants et de chercheurs, mise à disposition de locaux et partage d'informations scientifiques

Commune de Belalanda : participation au reboisement, accueil des enfants de la commune pour des actions de sensibilisation, participation à la vie de la commune et à son développement

WWF : partage des informations et compétences

Hazomanga, entreprise d'insertion, d'action de développement durable et de commerce équitable : participation au développement économique durable et gestion de la matière première (graine, durée)

ONG Bel Avenir : accueil gratuit des enfants en séjour de vacance, mise en place d'activité ludique relative à l'environnement.

Permis environnemental : 12/05/05

-Vu décret MECIE

-Vu rapport d'évaluation environnemental du dossier d'EIE et après avis favorable des membres du comité technique d'évaluation ad hoc sur le projet :

Projet de réserve botanique et ornithologique à

Mangily Ifaty

Commune : Belalanda

Province : Tuléar

Il est octroyé un permis environnemental

sous réserve du respect du cahier de charges environnementales qui est annexé au permis environnemental

sous réserve de l'envoi tous les ans à l'ONE par le Promoteur du rapport de mise en œuvre du cahier de charges environnementales.

Classification UICN et les objectifs de Reniala

Officiellement, jusqu'à ce jour, Reniala n'a pas encore reçu de classification UICN.

Toutefois, en tenant compte des objectifs de Reniala dans ses activités, l'on peut dire que ces dernières rejoignent la classification 4 de l'UICN.

Catégorie IV : Réserve Spéciale : aire protégée gérée principalement à des fins de conservation, avec intervention au niveau de la gestion (Proposition d'appellation : Tahirinjava-boahary manokana)

Objectifs de gestion principaux

- garantir et maintenir les conditions d'habitat nécessaires à la préservation d'espèces, de groupe d'espèces, de communautés biologiques ou d'éléments physiques importants du milieu naturel, lorsqu'une intervention humaine s'impose pour optimiser la gestion
- privilégier les activités de recherche, de suivi écologique et de surveillance continue de l'environnement parallèlement à la gestion durable des ressources

Objectifs de gestion secondaires

- consacrer des secteurs limités à l'éducation du public, afin de le sensibiliser aux caractéristiques des habitats concernés et au travail de gestion des espèces sauvages
- éliminer et, ultérieurement prévenir toute exploitation ou occupation incompatible prévenir toute exploitation ou avec les objectifs de la désignation
- Offrir aux communautés vivant à l'intérieur de l'aire des avantages compatibles avec les autres objectifs de gestion
- Valoriser des activités économiques compatibles avec les objectifs de gestion

Règles minimales d'utilisation

- exploitation minière interdite
- conservation, recherche, mise en valeur du patrimoine naturel et culturel, éducation et récréation des citoyens, promotion de l'écotourisme et contribution au développement économique et social durable autorisées
- Droits d'usage avec des prélèvements à but non commercial pour les besoins domestiques, vitaux et/ou coutumiers, réservés à la population riveraine autorisé ;
- Chasse, abattage ou capture d'animaux (incluant coquillage) et collecte de plantes à but commercial interdites ;
- Plongée, snorkeling autorisées

-Survol à moins de mille mètres au-dessus de l'AP sans autorisation spéciale interdit

III-Tableaux et figures, enquêtes

ENQUETE DE SATISFACTION RENIALA

	total enquête	138
apprécient		
biodiversité espèce Floristique	59	42,75
utilisation plantes	3	2,17
variétés d'oiseaux	9	6,52
guidage, explication	50	36,23
aménagement entretien du parc, conservation biodiversité balisage chemin	20	14,49
guidage, humour et sympathie	17	12,32
propreté, parc, nature	16	11,59
vente fruit de baobab	1	0,72
 12,32% des enquêtés ont déclaré ne pas avoir apprécié certaines choses dont :		
n'apprécient pas		
manque de petits baobabs	1	5,88
c'est un peu sec, la chaleur	4	23,53
impression de marcher dans un jardin botanique plutôt que une réserve naturelle, cailloux le long des allées	3	17,65
pas assez d'explication, trop vite, pas assez vu de plantes médicinales	4	23,53
où sont les lémuriens	1	5,88
pas assez d'oiseaux en cette période, absence serpents, peu de faune	4	23,53
	17	100
 19,57% des enquêtés ont émis une ou des suggestions dont:		
suggestion	3	11,11
vendre brochure donnant de brefs détails des arbres	4	14,81
améliorer l'accès pour la réserve,	5	18,52
améliorer le guidage, leur anglais, plus d'explication , utilisation dans la vie quotidienne et médecine traditionnelle	5	18,52
intégrer plus de variétés dans le circuits, mettre les plantes plus en valeur, plus de plaques, vertus	2	7,41
vendre ou consultation des livres sur les arbres du parc	1	3,70
DEAP trop cher par rapport à ce qu'offre le parc	1	3,70
compléter la famille de baobabs	1	3,70
intégrer une aire de restauration , épicerie bar	2	7,41
attirer plus de monde pour soutenir heureuse initiative	1	3,70
élargir le parc pour protéger la forêt	2	7,41
produire plus de miel	27	100,00
 durée séjour	100	72,46
1-5j	19	13,77
6-15j	6	4,35
16-20j	13	9,42
plus de 20j		
 nature séjour	82	59,42
tourisme, voyage organisé	3	2,17
professionnel	32	23,19

vacances, méditation ,relaxation, loisir	1	0,72
découverte du parc	2	1,45
découvrir mada	1	0,72
visiter les parcs	1	0,72
écotourisme	2	1,45
week-end		
lieu séjour	113	81,88
un hotel à mangily ou ifaty	14	10,14
tuléar	9	6,52
Madagascar		98,55
connaissance reniala	36	26,09
guide, chauffeur tour opérateur	16	11,59
ami, famille, bouche à oreille	29	21,01
routard, lonely planet, petit futé	27	19,57
visite arrangée tour opérateur: nouv frontières, explore worldwide ltd,		
jacaranda	5	3,62
hasard	19	13,77
un hotel à ifaty mangily ou hotel membre de l'ORTU	6	4,35
proposition population sur la plage contre 25000fmg, habitants	2	1,45
panneau d'information dans le village	3	2,17
stagiaires	143	103,62
	24	17,39
se déclarent satisfaits et encouragent		
nationalité	79	57,25
français	3	2,17
danois	8	5,80
britannique	1	0,72
esp	10	7,25
belge	2	1,45
haïtien	1	0,72
réunionnais	6	4,35
malgache	4	2,90
canadien	6	4,35
hollandais	3	2,17
suisse	4	2,90
néerlandais	2	1,45
américain	1	0,72
Slovénie	1	0,72
Italien	1	0,72
australien	1	0,72
grec	1	0,72
bulgare	3	2,17
allemand	1	0,72
bolivien		42,75

QUESTIONNAIRE D'IDENTIFICATION DE DURABILITE TOURISTIQUE

SECTEURS	VARIABLES définissant critères à évaluer	INDICATEURS: forme de questions	pondération indic	réponse notation	résultat/ Indic
L'INSTITUTION ET SA POLITIQUE D'ACTION	Est-ce que l'institution est impliquée dans une stratégie de développement local intégral	1- fait partie d'une stratégie de développement local qui compte d'autres secteurs/domaines d'intervention	3	OUI 1	3
		2- fait partie d'un réseau de coopération avec autres institutions au niveau local	3	OUI 1	3
		3- fait partie d'un réseau de coopération avec autres institutions au niveau national	1	OUI 1	1
		4- fait partie d'un réseau de coopération avec autres institutions au niveau international	1	OUI 1	1
		5- utilisation d'une majorité de produits locaux	2	OUI 1	2
		6- si non, effort fait dans ce sens?	3	NC 0	0
		7- existence d'un programme d'étude sur les impacts du tourisme localement?	2	NON -1	-2
		8- promotion de l'accès et/ou ciblage de la population locale ou de niveau économiquement faible, (écoles, universités, défavorisés, nationaux - tarifs préférentiels)?	2	OUI 1	2
	T 17				
	PONCTUATION MAXIMALE (total)	17			
	PONCTUATION MAXIMALE RELATIVE	14			
	POINTS OBTENUS	10			10

IMPORTANCE RELATIVE DE LA VAR RES EN %/VAR	0,47 71,43				
Degré de transparence	1- brochure d'information sur l'institution (non publicitaire) ?	2	OUI	1	2
	2- brochure sur le projet?	3	OUI	1	3
	3-l'information sur le projet est librement accessible (document de projet, rapports internes, évaluations)?	3	NON	-1	-3
	4- comptabilité et rapport financiers?	2	NON	-1	-2
	5- la direction du projet rend compte de ses actions à une instance de contrôle, de suivi, ou à une institution tiers?	3	OUI	1	3
	6- acceptation d'être soumis à des contrôles de qualité par une institution tiers?	2	OUI	1	2
	7- acceptation d'être soumis à des contrôles de qualité à partir de l'évaluation des clients?	2	OUI	1	2
	8- acceptation d'être intégré dans un système de classification qui dépend de l'institution de certification?	1	OUI	1	1
PONCTUATION MAXIMALE	18	18			
PONCTUATION MAXIMALE RELATIVE	18				
POINTS OBTENUS	8				8
IMPORTANCE RELATIVE DE LA VAR	0,44				
RES EN %/VAR	44,44				

T9	conscience/connaissance des normes et lois	1- programme de formation du personnel à la législation / normes écotouristiques ?	2	NON	-1	-2
		2- programme de formation des membres de la communauté à la législation / normes écotouristiques ?	1	NON	-1	-1
		3- adhésion à guide ou manuel d'opération propre?	3	OUI	1	3
		4-adhésion à code d'éthique	2	NON	-1	-2
		5- adhésion à normes et législation en vigueur?	1	OUI	1	1
PONCTUATION MAXIMALE		9	9			
PONCTUATION MAXIMALE RELATIVE		9				-1
POINTS OBTENUS		-1				
IMPORTANCE RELATIVE DE LA VAR		0,56				
RESULTAT EN % VAR		-11,11				
T10	Degré d'institutionnalisation	1- Organisation ou entreprise reconnue légalement?	3	OUI	1	3
		2- auprès de la Secrétariat du Tourisme en tant qu'entreprise écotouristique?	2	OUI	1	2
		3- registre fiscal (RNC)?	2	OUI	1	2
		4- bénéficie de crédits financiers? (1	NON	-1	-1
		5- bénéficie de fonds de coopération	1	OUI	1	1
		6- bénéficie de fonds gouvernementaux	1	NON	-1	-1
PONCTUATION MAXIMALE		10	10			

	PONCTUATION MAXIMALE RELATIVE	10			6
	POINTS OBTENUS	6			
	IMPORTANCE RELATIVE DE LA VAR	0,6			
	RESULTAT EN % VAR	60			
	Durabilité économique et	1- maîtrise des outils de gestion:compta	1	OUI	1
	satisfaction du client	2- Maîtrise outils de gestion:anal fi/coûts:revenus	1	OUI	1
		3- Outils de gestion:marketing, étude marché	1	OUI	1
		4-outils de gestion:GRH	1	NON	-1
		5-légal contractuel	1	OUI	1
	TP7	6- existence d'un système de contrôle hygiène	1	NON	-1
		7- existence d'un système de contrôle de qualité du service au client	1	OUI	1
	PONCTUATION MAXIMALE		7		
	PONCTUATION MAXIMALE RELATIVE	7			3
	POINTS OBTENUS	7			
	IMPORTANCE RELATIVE DE LA VAR	3			
	RESULTAT EN % /VAR	1			
		42,86			
ENVIRONNEMENT	Politique environnementale déportée spécifique	1- participation ou moteur de projets d'éducation / sensibilisation environnementale envers les employés?	3	OUI	3
	TP 11	2- participation ou moteur de projets de reforestation ?	2	OUI	2
					1

	3- participation ou moteur de projets de conservation de la faune et la flore ?	2	OUI	1	2
	4-préservation de la liberté des animaux sauvages sur le site?	2	OUI	1	2
	5- programmes durables en agro-forestier, pêche, élevage ?	2	NC	0	0
	PONCTUATION MAXIMALE	11			
	PONCTUATION MAXIMALE RELATIVE	9			
	POINTS OBTENUS	9			9
	IMPORTANCE RELATIVE DE LA VAR	0,45			
	RESULTAT EN % /VAR	100			
T28	Mesure de protection environnementale sur le site				
	1-politique d'économie d'énergie (politique de consommation)?	3	OUI	1	3
	2- utilisation des énergies alternatives ?	2	OUI	1	2
	3- recyclage des déchets	3	NON	-1	-3
	4- utilisation de produits biodégradables?	2	OUI	1	2
	5- mesures pour limiter la pollution de l'air	2	NC	0	0
	6- limitation des impacts négatifs de l'accès au site (transport, infrastructures)?	3	OUI	1	3
	7- système de traitement des eaux usées?	3	OUI	1	3
	8- contrôle de qualité des eaux rejetés?	2	NON	-1	-2
	9-réutilisation des eaux recyclées?	2	NC	0	0

	10- système d'approvisionnement en eau renouvelable (de pluie)?	2	OUI	1	2
	11- étude de la capacité de charge du site ou des activités?	2	OUI	1	2
	12-limite du nombre de visiteurs?	2	OUI	1	2
				1	
	PONCTUATION MAXIMALE	28			
	PONCTUATION MAXIMALE RELATIVE	24			
	POINTS OBTENUS	14			14
	IMPORTANCE RELATIVE DE LA VAR	0,43			
	RESULTAT EN % /VAR	58,33			
Architecture, design, paysage	1- étude d'impact préalable à la construction?	3	OUI	1	3
	2- matériels de construction répondant aux normes environnementales?	3	OUI	1	3
	3- techniques et matériels de construction traditionnels?	2	OUI	1	2
	4- minimisation de l'impact sur le paysage?	3	OUI	1	3
	5- utilisation maximale de la ventilation naturelle?	2	OUI	1	2
	6- utilisation maximale de la lumière naturelle	2	OUI	1	2
	7-mise à profit du site naturel dans l'agencement des constructions?	1	OUI	1	1
	8- contrôle des nuisances sonores / bruit?	2	OUI	1	2
				1	

	9- prise en compte des risques de catastrophes naturelles, incendies, pluies et inondations?	2	OUI	1	2
PONCTUATION MAXIMALE	20	20			
PONCTUATION MAXIMALE RELATIVE	20				
POINTS OBTENUS	20				20
IMPORTANCE RELATIVE DE LA VAR	0,45				
RESULTAT EN % /VAR	100				
Activités	1-intégration des touristes à des actions de conservation (reboisement, etc.) ou processus de protection?	2	NON	-1	-2
	2-limitation de l'utilisation de véhicules à combustion pour les tours et visites?	2	OUI	1	2
	3- limitation de l'utilisation d'emballages non dégradables (comme termopacs et verres plastique)?	3	OUI	1	3
	4- fourniture de documentation / informations orales / conférences sur le site ?	3	OUI	1	3
	5- utilisation de sentiers / chemins existants, limitation de nouveaux chemins?	2	OUI	1	2
	6- informations écrites sur les traitements et approches à adopter au cours du tour vis-à-vis de la faune et la flore?	1	OUI	1	1
PONCTUATION MAXIMALE	16	16			
PONCTUATION MAXIMALE RELATIVE	16				
POINTS OBTENUS	12				12

		IMPORTANCE RELATIVE DE LA VAR RESULTAT EN % /VAR	0,44 75		
3- IMPACTS ET	Degré d'intégration	1- programme de communication auprès de la population, avant leur projet?	3	OUI	3
POLITIQUE ENVERS		2-participation locale dans la planification ou l'organisation du projet?	3	NON	-3
LA POPULATION	TP 18	3- participation locale dans les prises de décision et la gestion	2	NC	0
LOCALE		4-existence de mécanismes de consultation, d'expression et /ou de proposition, pour la population locale ?	2	NON	-2
		5- programme d'éducation environnementale pour la population locale?	3	OUI	3
		6- sensibilisation locale sur les dangers du tourisme (prostitution, MST, valeurs et cultures, etc.)?	3	OUI	3
		7-programme d'accès (maîtrise, transfert) aux informations et nouvelles technologies liées à la conservation de l'environnement, ?	2	NON	-2
		PONCTUATION MAXIMALE	18	18	
		PONCTUATION MAXIMALE RELATIVE	16		
		POINTS OBTENUS	2		2
		IMPORTANCE RELATIVE DE LA VAR	0,39		
		RESULTAT EN % /VAR	12,50		
	Impacts sociaux, économiques et	1- politique d'embauche locale?	3	OUI	3
				1	

redistribution des bénéfices TP 28	2- majorité des employés gestion/encadrement locaux?	2	OUI	1	2
	3- formation / promotion de cadres et techniciens locaux (bourses d'étude, etc.)?	2	NON	-1	-2
	4- externalisation des services locaux (chevaux, barques, etc.)?	3	NON	-1	-3
	5- priorité aux fournisseurs de biens et services locaux?	2	NC	0	0
	6- promotion et vente d'un artisanat local? (2	OUI	1	2
	7- aide à la formation (guides, artisans, arts et culture, autres)?	3	OUI	1	3
	8- priorité aux initiatives associées aux investissements locaux?	2	OUI	1	2
	9- augmentation de l'accès local au services publics développés pour le tourisme: eau, transport, santé, électricité téléphone, etc.?	3	NON	-1	-3
	10- renforcement et/ou rapports formels avec les structures sociales locales existantes (syndicats initiative, association de voisins, clubs, école, etc.)?	3	OUI	1	3
	11- apports pour infrastructures et/ou autres apports financiers pour la communauté?	3	OUI	1	3
	PONCTUATION MAXIMALE	28	28		
PONCTUATION MAXIMALE RELATIVE	26				
POINTS OBTENUS	10			10	

IMPORTANCE RELATIVE DE LA VAR RESULTAT EN % /VAR	0,39 38,46				
Degré d'exploitation de la population locale (droits, niveaux de salaire)	1- auto limitation /réglementation du travail des enfants?	3	OUI	1	3
TP 23	2- politique de promotion pour la participation active des femmes?	3	NON	-1	-3
	3- existence d'un syndicat professionnel, ou organisation, parmi les employés?	2	NON	-1	-2
	4- rapport aux niveaux des salaires minimums nationaux ou des standards dans le secteur (+ 1- 50%?)	1	OUI	1	1
	5- rapport aux niveaux des salaires minimums nationaux ou des standards dans le secteur (50 à100%)	2	NC	0	0
	6- rapport aux niveaux des salaires minimums nationaux ou des standards dans le secteur (+ 100%?)	3	NC	0	0
	7- respect des droits de propriété?	3	NC	0	0
	8- respect des droits d'accès aux services?	3	NC	0	0
	9- stagnation - non apparition de la prostitution sur le site ou environs?	3	OUI	1	3
	PONCTUATION MAXIMALE	23	23		
PONCTUATION MAXIMALE RELATIVE	12				
POINTS OBTENUS	2			2	
IMPORTANCE RELATIVE DE LA VAR	0,39				
RESULTAT EN % /VAR	16,67				

	Impact culturel, renforcement	1- organisation de manifestations culturelles (art et culture locale)?	1	NON	-1	-1
	identité nationale	2- renforcement des groupes culturels locaux (formation, organisation, appui à la formation/gestion)?	2	NON	-1	-2
	TP8	3- effort pour le renforcement de l'identité locale, ateliers sur la culture et l'histoire nationale vers/pour les locaux?	3	NON	-1	-3
		4- mécanismes/espaces d'échanges locaux / touristes (visites de maisons/familles, espaces de rencontre?)	2	NON	-1	-2
	PONCTUATION MAXIMALE	8	8			
	PONCTUATION MAXIMALE RELATIVE	8				
	POINTS OBTENUS	-8				-8
	IMPORTANCE RELATIVE DE LA VAR	0,5				
	RESULTAT EN % /VAR	-100				
4- TOURISTES ET VISITEURS (en interaction permanente avec l'institution,	Communication, sensibilisation	avant le voyage :				
		1- documentation substantielle fournie (envoyée) sur le site naturel et ses caractéristiques?	2	OUI	1	2
		2- sur la culture?	2	NON	-1	-2
		3- sur l'environnement socio-économique?	2	OUI	1	2
		4- présentation de règles, d'un code de conduite ou d'éthique (écrit ou parlée - avant le voyage ou à l'arrivée)?	3	OUI	1	3
TP 25						
		<u>pendant le séjour ou activité</u>				

l'environnement et la population locale)	5- mise à disposition d'informations sur les activités (sociales, communautaire, etc.) de l'institution?	2	NON	-1	-2
	6- invitation à la participation active sur le site?	3	NON	-1	-3
	7- information permanente disponible sur les normes, codes et règles de conduite, etc. (affichées ou écrites dans les lieux)?	3	NON	-1	-3
	8- personnel disponible apte à délivrer l'information appropriée à un tourisme alternatif?	3	NC	0	0
	<u>après le séjour</u> 9- suivi systématique d'un dialogue avec le visiteur?	2	NON	-1	-2
	10- mécanismes d'analyse et/ou intégration des doléances, commentaires et suggestions?	3	OUI	1	3
PONCTUATION MAXIMALE	25	25			
PONCTUATION MAXIMALE RELATIVE	22				
POINTS OBTENUS	-2				-2
IMPORTANCE RELATIVE DE LA VAR	0,40				
RESULTAT EN % /VAR	-9,09				
Impacts sur le degré d'ouverture et la participation des visiteurs	1- mise en place de systèmes d'actions sociales par les visiteurs (dons, apports en nature, travail social, etc.)?	2	NON	-1	-2
	2- ateliers d'apprentissage de la culture locale (danse, musique théâtre, langue)?	1	NON	-1	-1

TP6	3- programme d'immersion dans la culture locale ?	3	NON	-1	-3
PONCTUATION MAXIMALE	6	6			
PONCTUATION MAXIMALE RELATIVE	6				
POINTS OBTENUS	-6				-6
IMPORTANCE RELATIVE DE LA VAR	0,5				
RESULTAT EN % /VAR	-100				
RESULTATS					-6
Tous les indicateurs (sans variable)(%)	$x = \frac{\sum(\text{points obtenus} * 100)}{\sum \text{ponctuation max}}$	36,41			
Moyenne des variables (%)	$y = \frac{\sum \text{résultat en \% par variable}}{15}$	26,63			

Entretien avec deux écotouristes, Vision sur l'écotourisme à Madagascar

-Ils pensent que les Malgaches ont ce qu'il faut pour se lancer ans l'écotourisme haut de gamme, l'écotourisme offrant l'endémicité du site visité tant par la culture que la biodiversité ainsi que la population.

-Ils ont passé près de 20 jours dans la région du Vakinakaratra

-Ils suggèrent de fournir des guides compétents, connaissant l'endémicité, l'utilité dans la coutume malgache, la phénologie ... Les guides doivent tout savoir sur tout sujet relatif à la visite. Ils déplorent le fait que bien des fois les guides se contredisent.

- La somme à payer pour voir ce qu'ils sont venus voir leur importe peu, mais par contre ils demandent du professionnalisme. Par exemple ils veulent bien payer plus cher à une Gelose pour la réfection d'une route, mais ils veulent voir des résultats tangibles. Ils déplorent le fait que bien des fois les guides se contredisent par exemple pour l'interprétation des « aloalo » sur les tombeaux. Madagascar est déjà une destination assez chère, ils se sont préparés à payer, arrivés sur place.

-Problème rencontré : ils ont eu du mal à échanger leur devise pour un montant de 3000 USD. Les banquiers leur ont dit qu'ils ne pouvaient échanger que 1000 USD, et qu'autrement ils vont devoir fournir une explication.

-Ils apprécient que l'on affiche les prix d'entrée ainsi que les tarifs de guidage – ils soulignent toujours que le montant peut être élevé mais que le service doit être professionnel. Ils apprécient aussi que l'on affiche la destination du prix d'entrée, qu'une bonne partie ira à la population locale afin de l'aider à sortir de la pauvreté, alors la population ne défrichera plus.

-Ils suggèrent une participation plus poussée de l'Etat dans l'éducation de la population. Il faut l'éduquer à préserver son environnement, l'appuyer afin qu'elle ne constitue plus un danger pour l'environnement.

-Suggestion : les Malgaches devraient mieux vendre leurs produits. Par exemple, les lémuriens endémiques devraient-être reproduits sur une plus grande variété d'articles, de bonne qualité vendus à de bons prix. Une localité doit savoir vendre, valoriser ce qu'elle a d'endémique.

-Ils pensent que la gestion par la population locale est une bonne stratégie de gestion pour préserver les ressources naturelles.

Contexte social à Mangily, Entretien avec le chef fokontany

Bénéfice que tire la population de l'existence de la réserve Reniala

- celui qui amène des touristes gagne 10% du prix d'entrée
- la ristourne va directement à la commune

perte de la population locale

- La réserve Reniala renferme le plus grand Baobab de la région. Avant les villageois y amenaient eux-même les touristes, aujourd'hui ils ne peuvent plus faire pareil
- La réserve Renia la leur servait d'endroit pour produire du charbon (en effet à l'intérieur du parc on peut observer plusieurs fours à charbon résultant d'activités antérieures pratiquées sur les lieux). Les villageois venaient y chercher du bois d'œuvre pour la construction, aujourd'hui si quelqu'un y coupe un arbre il devra en planter 10 de la même espèce et une amende en sus avec emprisonnement.

Activités de la population locale

- environ 50% vivent d'activités liées au tourisme, comme travailler dans les hôtels
- environ 40% sont des pêcheurs, ils amènent aussi des touristes pour des ballades en pirogue, surtout au mois d'Août, qui correspond à la venue des jeunes touristes
- environ 10% sont des charbonniers

Population et conscience environnementale

- La population locale ne reboise pas, pourtant elle produit du charbon de bois à 8 000f le sac
- La population locale sait tirer profit des activités touristiques sur place
- Elle vend quelques articles artisanaux (non produits sur place) sur la plage, propose des promenades en pirogue
- Elle amène des touristes à Reniala pour leur faire découvrir des baobabs ainsi que 2 oiseaux endémiques au parc, ainsi que d'autres oiseaux endémiques à la région
- Elle propose aux touristes de faire un tour à la barrière de corail pour leur faire découvrir des poissons de différentes couleurs
- Elle propose aux touristes d'aller observer les baleines, quoi que pour ces deux dernières activités, la population travaille sans la plupart des cas pour les hôtels sur place.

Pourquoi la population semble respecter le parc ?

La population a peur des vazaha, elle les respecte. Si le parc était géré par un malgache, elle le respecterait moins.

Revenus tirés de la pêche ?

La production est surtout écoulee à Tuléar, en ville. Les hôtels s'approvisionnent sur place mais ils n'arrivent pas à absorber toute ma capture

Tourisme culturel ?

Des villageois font un show folklorique dans quelques hôtels, un chant accompagné de kabosy et de danse traditionnelle.

Tableau sur l'estimation des investissements réalisés par Reniala

Désignation	Valeur estimées en Ar	Durée de vie	Annuité en Ar
construction	40 000 000	5	8 000 000
équipements bungalow	300 000	2	150 000
panneaux de signalisation	400 000	3	133 333
Pistes et aménagements	3 000 000	3	1 000 000
Apiculture	200 000	3	66 667
Dépenses pour le Permis Environnemental	3 000 000	10	300 000
Investissement social	10 000 000	10	1 000 000
Equipements et ouvrages spécialisés	1 000 000	3	333 333
Total	57 900 000		10 983 333

IV-Photos



.Aménagement su sentier au sein de Reniala



Tableau d'affichage au niveau du parc : biodiversité, consigne de sécurité, DEAP, partenaires, ...^



Reniala lors de la journée mondiale de l'environnement (aperçu des boîtes de miel)



L'infrastructure d'accueil à la réserve Reniala